



SANARY
SUR MER

Rapport sur les orientations budgétaires 2024

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| I - Préambule..... | 3 |
| II - Contexte économique et institutionnel..... | 3 |
| A – Plafonds de dépenses pour le projet de loi de finances (PLF) pour 2024 | 3 |
| B – Le projet de loi de finances (PLF) pour 2024 | 5 |
| C – Impacts du PLF 2024 pour la commune de Sanary sur Mer | 7 |
| III - Le contexte local | 8 |
| A - Principes de gestion généraux pour la fin mandat | 8 |
| B - Périmètre | 8 |
| IV - Budget principal de la commune..... | 9 |
| A – Analyse rétrospective et prospective..... | 9 |
| B – Objectifs de gestion..... | 11 |
| a) Les charges à caractère général | 12 |
| b) Les charges de personnel | 12 |
| c) Les charges de gestion courante | 15 |
| d) Les dotations | 15 |
| e) La fiscalité directe..... | 15 |
| f) La fiscalité indirecte..... | 16 |
| g) Atténuation de produits..... | 16 |
| C – Programmation pluriannuelle des investissements | 16 |
| D – Emprunts | 17 |
| E – Projet de Budget Primitif 2024 | 18 |
| V - Budget annexe des Parcs et stationnement | 19 |
| A – Analyse rétrospective et prospective..... | 19 |
| B – Objectifs de gestion..... | 20 |
| C – Programmation pluriannuelle des investissements | 21 |
| D – Emprunts..... | 21 |
| E – Projet de Budget Primitif 2024 | 22 |
| VI - Budget annexe des Ports..... | 22 |
| A – Analyse rétrospective et prospective..... | 22 |
| B – Objectifs de gestion..... | 24 |
| C – Programmation pluriannuelle des investissements | 25 |
| D – Emprunts..... | 25 |
| E – Projet de Budget Primitif 2024 | 26 |
| VII - Budget annexe du Théâtre..... | 27 |
| A – Analyse rétrospective et prospective..... | 27 |
| B – Objectifs de gestion..... | 28 |
| C – Programmation pluriannuelle des investissements | 29 |
| D – Emprunts..... | 29 |
| E – Projet de Budget Primitif 2024 | 29 |
| VIII - Budget annexe des Sépultures | 30 |
| A – Analyse rétrospective et prospective..... | 30 |
| B – Objectifs de gestion..... | 31 |
| C – Programmation pluriannuelle des investissements | 31 |
| D – Emprunts..... | 32 |
| E – Projet de Budget Primitif 2024 | 32 |
| IX – Approche consolidée..... | 32 |

I - Préambule

Le **débat d'orientation budgétaire** (DOB) est une étape obligatoire et préalable au vote du budget primitif (BP) prévue à l'article L.2312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) pour les communes de plus de 3.500 habitants. Les orientations budgétaires doivent faire l'objet d'un débat au sein du conseil municipal dans les deux mois qui précèdent le vote du budget primitif, ce débat intervenant lors d'une séance distincte du conseil municipal.

Le débat d'orientation budgétaire a pour objet de préparer l'examen du budget en donnant aux conseillers municipaux les informations qui leur permettront d'exercer leur pouvoir de décision à l'occasion du vote du BP. Il s'appuie principalement sur des analyses du monde économique national et international, sur le contexte institutionnel des collectivités locales, ainsi que sur des analyses rétrospectives et prospectives des budgets locaux.

Le débat, et donc le présent rapport, portent à la fois sur le budget principal de la commune, mais aussi sur les budgets annexes. Le débat afférent à la présentation du rapport doit obligatoirement faire l'objet d'une délibération spécifique, et doit être transmis au représentant de l'Etat dans le département. Le rapport est transmis à l'EPCI et mis à disposition du public qui en est avisé par tout moyen, notamment le site internet officiel de la commune.

Contrairement aux dernières années, comme elle s'y était engagée dans le précédent ROB2023, la commune a souhaité revenir pour 2024 à un vote du budget primitif avant le 1^{er} janvier. Toutefois, l'année 2024 coïncidant avec l'entrée en vigueur de la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le budget général de la commune, la DDFiP a conseillé de différer légèrement la date du vote du BP 2024 après la transposition des restes à réaliser 2023 dans la nouvelle nomenclature. Ainsi, les dates de vote du DOB et du BP 2024 au Conseil municipal sont prévues respectivement les 13 décembre 2023 et 7 février 2024, sachant que le délai entre ces deux séances ne peut légalement excéder 2 mois.

Du fait de ce calendrier, **le BP 2024 ne pourra être voté avec la prise en compte des résultats 2023**, lesquels ne sont évidemment pas encore connus à la date d'élaboration du présent rapport mais peuvent seulement être estimés à fin octobre.

La commune a essayé de simplifier encore davantage la rédaction du présent rapport en comparaison des années précédentes, de manière à le rendre plus accessible. Les chiffres sont exprimés, sauf mention contraire, en milliers d'euros (K€).

Les projets de budgets 2024 présentés dans ce document ont été élaborés avec sincérité et prudence. Les sujets méritant une mise en perspective pluriannuelle, notamment en matière de fiscalité ou de tarification, seront précisés. Comme chaque année, il est précisé que seuls des événements imprévus et d'ampleur significative sont susceptibles d'altérer les prévisions établies.

II - Contexte économique et institutionnel

A – Plafonds de dépenses pour le projet de loi de finances (PLF) pour 2024

En juillet 2023 ont été publiés les plafonds de dépenses pour le projet de loi de finances (PLF) pour 2024. Ce rapport, préalable à la présentation du projet de loi de finances, précise désormais, chaque année, les plafonds de crédits envisagés pour chaque mission du budget général.

Il indique également l'état de la prévision de l'objectif d'évolution de la dépense des administrations publiques, et les montants des concours financiers aux collectivités territoriales.

- **Poursuivre le rétablissement des comptes publics**

Le rapport prévoit ainsi que le total des crédits budgétaires s'élèvera à 356 Md€ en 2024, soit une baisse des dépenses de -4,8 Md€ par rapport à 2023. Les budgets ministériels prévus pour 2024 s'inscrivent dans la trajectoire de rétablissement des comptes publics, dans un contexte de sortie des crises sanitaire, énergétique et de l'inflation. Les dépenses de l'État sont ainsi orientées en baisse entre la loi de finances (LFI) pour 2023 et le PLF pour 2024 afin d'engager une trajectoire de diminution de la dépense de l'État, de désendettement et de réduction des déficits publics.

La France s'est fixé un objectif de redressement progressif de ses finances publiques avec une réduction du déficit public à 2,7% en 2027 (revenant alors sous le seuil des 3% des critères de convergence européens), et une réduction année après année de son endettement en part de PIB (sans toutefois revenir sous le seuil des 60% des critères de convergence). Dès l'année 2024, le déficit public doit être réduit, passant de 4,9% à 4,4% du PIB. Ces objectifs doivent être atteints grâce au strict respect des différentes lois de programmation, à la fin des dispositifs exceptionnels de relance et à la sortie des mesures de soutien face à la crise énergétique.

Le budget national 2024 devra respecter pleinement ces principes, et consacrer ainsi la sortie progressive des boucliers énergie, la fin des aides exceptionnelles aux entreprises, et la sortie du plan de relance. Ces objectifs seront également atteints par la mise en œuvre de mesures d'économies identifiées dans le cadre des revues de dépenses.

- **Prioriser la planification écologique**

Les projets de plafonds de dépenses pour 2024 traduisent par ailleurs la priorité donnée par le Gouvernement à la planification écologique, avec un accroissement inédit de ses moyens. Pour rappel, la France s'est fixé des objectifs ambitieux en matière de transition écologique, tant au niveau national qu'au niveau européen avec l'adoption du paquet « Fit for 55 », visant une réduction de 55% des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030.

Les moyens dédiés à la planification écologique progresseront de 7 Md€ en 2024 par rapport à 2023, au titre par exemple du soutien à la rénovation des logements, dont les engagements seront augmentés de 1,6 Md€ sur le budget de l'agence nationale de l'habitat (ANAH), du « fonds vert » de soutien aux collectivités territoriales, qui sera reconduit et renforcé à hauteur de 2,5 Md€, du fonds chaleur, dont les engagements augmenteront de près de 60%, ou encore de la rénovation énergétique de l'immobilier de l'État. Les crédits dédiés aux mobilités, notamment à l'évolution des infrastructures de transport et au verdissement du parc automobile, augmenteront de 1,1 Md€.

Le Gouvernement renforce également son soutien à l'investissement public et à l'innovation. Le plan France 2030, lancé en 2021, sera doté de 7,7 Md€ en 2024 afin de faire face aux défis liés aux transitions écologique et numérique, et de renforcer la souveraineté française pour une économie plus résiliente. Le budget 2024 permettra également de financer les mesures du projet de loi relatif à l'industrie verte qui a pour ambition de faire de la France son chef de file en Europe

- **Revaloriser l'enseignement, investir dans l'éducation et la recherche**

La mission Enseignement scolaire augmentera de 3,9 Md€ (après une hausse de 3,7 Md€ en 2023). Dans les premier et second degrés, l'ambition de renforcer l'attractivité du métier d'enseignant des filières générale et professionnelle conduira à poursuivre et amplifier la revalorisation des rémunérations des professeurs grâce à la mise en œuvre du Pacte enseignants à compter de la rentrée 2023.

S'agissant de l'enseignement supérieur et de la recherche, une hausse d'1 Md€ de crédits est prévue, notamment au titre de la mise en œuvre de la loi de programmation de la recherche et au titre du financement des mesures en faveur de la vie étudiante : la revalorisation des bourses sur critères sociaux (de 37 à 127€ par mois), le ticket U à 1€ ainsi que le gel des loyers et la réhabilitation des logements du CROUS.

- **Protéger les Français et poursuivre le renforcement des moyens de défense**

Dans le respect des engagements de la loi de programmation militaire (LPM) récemment votée par le Parlement, les moyens de la mission « Défense » connaîtront une hausse de 3,3 Md€ en 2024, ce qui permettra de financer le maintien en condition opérationnelle des équipements, de nouveaux programmes d'armement ainsi que l'investissement en faveur de la défense spatiale, du renseignement et de la cybersécurité. Cette hausse des moyens permettra également un renforcement des effectifs du ministère des Armées. Les forces de sécurité bénéficient d'un soutien renforcé. Un effort sera fait en 2024 sur les équipements, le numérique et le renforcement de la présence des policiers et gendarmes sur la voie publique, conformément à la trajectoire prévue par la loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (LOPMI) à hauteur d'un milliard d'euros supplémentaires en 2024.

À la suite des états généraux de la Justice, et dans le respect de son projet de loi de programmation, le ministère de la Justice bénéficiera d'une nouvelle augmentation de 0,5 Md€, soit 5%, après trois années de hausse consécutive de 8% de ses moyens.

Le projet de loi de finances pour 2024 doit aussi poursuivre l'objectif de plein emploi et contribuer à mieux adapter les services publics aux besoins des citoyens.

B – Le projet de loi de finances (PLF) pour 2024

Conformément à ce qui précède, le projet de loi de finances (PLF) pour 2024 est marqué par la lutte contre l'inflation et la baisse du déficit public dans un contexte d'incertitudes au niveau international et de remontée des taux d'intérêt.

Le gouvernement table sur une prévision de croissance de 1% en 2023 et de 1,4% en 2024, ainsi que sur une inflation anticipée à 4,9% en 2023 et en recul à 2,6% en 2024. La poursuite de l'effort de maîtrise des dépenses publiques devrait permettre de stabiliser le solde public à 4,9% du produit intérieur brut (PIB) en 2023 et de le réduire à 4,4% en 2024. Le gouvernement envisage une réduction du déficit budgétaire de l'État de 20 milliards d'euros (Md€), à 145 Md€ en 2023. Les dépenses de l'État baisseront de 3,6% en volume en 2024 par rapport à 2023. La part de la dette publique dans le PIB se stabilisera à 109,7%. Ces objectifs de baisse du déficit s'inscrivent dans la trajectoire de retour sous les 3% et de réduction de la dette à 108,1% en 2027.

En 2024, les recettes fiscales nettes seraient en hausse de 17,3 Md€ par rapport à la prévision révisée pour 2023, pour s'établir à 349,4 Md€. Le montant du périmètre des dépenses de l'État est estimé à 491 Md€ en 2024. Le PLF 2024 est en cohérence avec le projet de loi de programmation pluriannuelle des finances publiques 2023-2027 et l'objectif de retour sous les 3% de déficit en 2027.

L'État et ses opérateurs, mais aussi la sécurité sociale et les collectivités territoriales doivent contribuer à cet objectif en modérant la progression de leurs dépenses de fonctionnement. Cela devrait leur permettre d'investir davantage, en particulier dans la transition écologique. Le PLF 2024 marque enfin la sortie progressive des dispositifs exceptionnels de soutien mis en place au plus fort de la crise énergétique.

- **L'avis du Haut Conseil des finances publiques (HCFP)**

Le HCFP considère que la prévision de croissance du gouvernement pour 2024 est élevée (Avis relatif aux projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour l'année 2024). La prévision d'inflation est plausible mais affectée d'un risque de dépassement lié entre autres à l'évolution récente du prix du pétrole. La prévision de déficit public pour 2024 est optimiste, car elle conjugue principalement des hypothèses favorables (croissance élevée, rendement de certains impôts...).

- **Le "budget vert"**

La 4^{ème} édition du rapport sur l'impact environnemental du budget, dit "budget vert", est publiée en annexe du PLF 2024. Pour la première fois, le "budget vert" a été utilisé comme outil d'aide à la décision lors des

discussions budgétaires et fiscales et non plus comme bilan à l'issue des arbitrages. Les négociations budgétaires ont été conduites avec les informations relatives à l'impact environnemental des mesures discutées.

En 2023, la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) a été engagée, avec une nouvelle division par deux de son taux. Le taux maximal d'imposition de la CVAE est abaissé à 0,28% en 2024 ; 0,19% en 2025 ; 0,09% en 2026 ; suppression en 2027. En 2024, 300 000 entreprises sortiront de l'imposition à la CVAE.

- **Les mesures intéressant les collectivités locales**

Le "marathon budgétaire" a débuté le 10 octobre 2023, à l'Assemblée nationale, avec l'examen en commission de plus de 2.900 amendements sur la première partie du projet de loi de finances (PLF) pour 2024. Voici les principales mesures financières et fiscales à surveiller, compte tenu de leur impact potentiel sur les collectivités.

Instauration d'une nouvelle exonération de taxe foncière de 25 ans pour les logements sociaux achevés depuis au moins 40 ans, lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation énergétique : Ces derniers devront permettre une amélioration sensible de la performance énergétique et environnementale - passage d'un classement "F" ou "G" à un classement "B" ou "A" - et le respect d'un certain nombre de normes. Sous ces conditions, cette exonération serait de droit et ne serait pas compensée aux communes et aux intercommunalités.

Etalement sur quatre ans de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) : La CVAE sera totalement supprimée en 2027, comme indiqué ci-dessus. Le taux du plafonnement de la contribution économique territoriale - la "CET", c'est-à-dire la somme de la CVAE et de la cotisation foncière des entreprises, ou CFE - en fonction de la valeur ajoutée, est lui aussi ajusté, puisqu'il est progressivement abaissé sur 4 ans.

Réforme des redevances des agences de l'eau au 1^{er} janvier 2025 pour "augmenter les ressources des agences de l'eau" et "assurer le financement des mesures du plan eau" annoncé par le président de la République le 30 mars dernier. Elle instaure deux "redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et des systèmes d'assainissement collectif", qui seront dues par les communes ou leurs groupements. Les tarifs ou l'encadrement tarifaire prévus pour le calcul de chacune des redevances des agences de l'eau seront indexés chaque année sur l'inflation.

Fixation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) à 27,1 milliards d'euros en 2024. La hausse de 222,5 millions d'euros par rapport à 2023, est destinée principalement au financement de la croissance des dotations de péréquation. Avec cette enveloppe supplémentaire, plus de 60% des communes doivent voir leur DGF "augmenter" en 2024. Toutefois, pour permettre "la stabilisation" des concours financiers aux collectivités à la hauteur fixée par la loi de finances pour 2023, les "variables d'ajustement" – un ensemble de dotations et compensations d'exonérations fiscales – sont ponctionnées. Alors qu'en 2023, seuls les départements avaient été concernés, tous les niveaux de collectivités le sont en 2024 : les régions (-30 millions), le bloc communal (-27 millions) et les départements (-10 millions). La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) de chaque catégorie de collectivité doit être minorée – de même que le fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) pour le bloc communal. Les montants individuels dus doivent être calculés au prorata des recettes réelles de fonctionnement.

Accompagnement financier de la mobilisation des collectivités pour la réussite des zones à faible émission (ZFE). En premier lieu, le produit des amendes de la circulation dans les ZFE est exclu du compte d'affectation spéciale "contrôle de la circulation et du stationnement routiers". Par ailleurs, dans ces ZFE, les recettes des amendes forfaitaires (y compris les amendes majorées) générées par des systèmes de contrôle automatisés sont affectées aux collectivités mettant en place les contrôles. Ces mesures entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Estimation des montants des prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat et destinés aux collectivités en 2024. Leur total est évalué à 44,8 milliards d'euros (soit + 783 millions d'euros par rapport à la loi de finances pour 2023). Parmi les facteurs de progression : la hausse de la DGF (+ 220 millions d'euros), la croissance du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (+ 364 millions d'euros) – cette dernière étant liée à la bonne tenue de l'investissement ces deux dernières années et à la décision du gouvernement de rendre les aménagements de terrain éligibles au FCTVA. A noter par ailleurs : alors que le gouvernement annonçait un coût

du filet de sécurité en matière de dépenses énergétiques de 1,5 milliard d'euros en 2023, ce dispositif est évalué désormais à un coût de 400 millions d'euros, comme nous le pressentions l'année dernière.

Evaluation pour 2024 des crédits de la mission "Relations avec les collectivités territoriales" - qui financent les dotations d'investissement au bloc communal et aux départements - à un montant de 4,359 milliards d'euros en autorisations d'engagement et à 4,275 milliards d'euros en crédits de paiement - contre 4,280 milliards et 4,368 milliards dans le PLF pour 2023.

Maintien en 2024 du bouclier tarifaire permettant de limiter la hausse des tarifs réglementés de l'électricité. Un dispositif auquel, pour rappel, sont éligibles les collectivités employant moins de 10 équivalents temps plein (ETP), avec moins de 2 millions d'euros de recettes et ayant contractualisé une puissance inférieure ou égale à 36 kVa, *ce qui n'est pas le cas de la commune de Sanary.*

Suppression du fonds de soutien au développement des activités périscolaires. Destiné à soutenir financièrement les communes et les intercommunalités compétentes dans le développement des activités périscolaires des élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques et privées sous contrat, le FSDAP a représenté au cours de l'année scolaire 2022-2023 une aide de 41 millions d'euros pour 1.262 communes. Ce point devrait néanmoins être retiré.

Répartition détaillée de la DGF en 2024. La dotation de solidarité urbaine (DSU) progresse de 90 millions d'euros et la dotation de solidarité rurale (DSR) de 100 millions (au moins 60% de cette dernière étant affectés à la fraction "péréquation", que perçoit la quasi-totalité des communes de moins de 10.000 habitants). La dotation d'intercommunalité augmente de 90 millions d'euros (30 millions d'euros étant financés par l'Etat, les 60 autres millions venant de l'écêtement de la dotation de compensation des groupements de communes à fiscalité propre). Les dotations de péréquation des départements croissent de 10 millions d'euros (par redéploiement depuis la dotation forfaitaire des départements). Enfin, 2,5 millions d'euros supplémentaires sont alloués au fonds d'aide au relogement d'urgence (FARU).

Création d'une garantie de sortie pour les communes qui perdent l'éligibilité à la part "majoration" de la dotation nationale de péréquation. *Cette mesure aurait été une bonne chose en 2023 pour Sanary, qui a perdu l'intégralité de sa dotation nationale de péréquation, comme nous le verrons ultérieurement.*

Définition des modalités de répartition de la dotation pour les titres sécurisés, dont l'enveloppe passe de 52,4 millions d'euros en 2023 à 100 millions d'euros en 2024. Objectif : donner les moyens aux communes de prendre en charge dans des délais maîtrisés les demandes de passeports et cartes nationales d'identité.

Réforme de la dotation particulière élu local (108,9 millions d'euros). Le but est d'introduire une prise en charge par l'Etat de la protection fonctionnelle des élus locaux de l'ensemble des communes de moins de 10.000 habitants. Jusque-là cette prise en charge existait pour les communes de moins de 3.500 habitants. Le coût de la mesure (0,4 million d'euros) est financé par l'Etat.

L'examen de la première partie du PLF2024 a débuté mi-octobre dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, et la menace du 49-3 qui planait sur les débats a déjà été mise à exécution. Le vote définitif de la loi de finances initiale (LFI) pour 2024 devrait intervenir, avec ou sans amendements, fin décembre 2023.

C – Impacts du PLF 2024 pour la commune de Sanary sur Mer

Pour rappel, l'impact cumulé des mesures nationales prises depuis 2013 et notamment la contribution au redressement des comptes publics, mise en œuvre à partir de 2013 sous le quinquennat Hollande, et qui avait notamment conduit la commune à voir **diminuer d'environ 80% la DGF** qu'elle percevait jusqu'ici de l'Etat, a **privé la commune de plus de 20 M€ de ressources cumulées.**

Depuis la fin de cette contribution, les PLF, LFI et LFR successives ont eu relativement peu d'impacts de court terme sur la commune de Sanary sur Mer, en regard de sa taille et de sa richesse relative, mais également des volumes budgétaires qu'elle gère. Il en est de même a priori pour la future loi de finance 2024, quoiqu'il

conviendra de rester attentif aux derniers amendements qui pourront être adoptés par rapport à la rédaction actuelle du PLF 2024. **De ce fait, la commune de Sanary sur Mer compte essentiellement sur sa propre gestion pour assurer son fonctionnement, ainsi que sur ses partenaires institutionnels pour le financement des principales réalisations.**

III - Le contexte local

A - Principes de gestion généraux pour la fin mandat

L'année 2024 marque **la poursuite de la deuxième moitié du mandat municipal**, et donc de manière traditionnelle l'entrée dans une phase de réalisation des projets majeurs portés par l'équipe municipale.

Après une première moitié du mandat marquée par la crise sanitaire en 2020 et 2021, créant des tensions sur l'épargne courante, et engendrant le report de nombreuses réalisations du projet municipal, l'année 2022 a permis de rattraper l'essentiel du retard accumulé et de revenir aux niveaux d'autofinancement de 2019, grâce à une importante contribution de la fiscalité indirecte, notamment des droits de mutation et des produits des jeux du casino toujours soutenus et en augmentation, quoi qu'en voyant émerger une croissance importante des coûts de revient du fait de l'inflation, du renchérissement du coût des matières premières et de leur répercussion dans les politiques salariales.

Cette réalité inflationniste nationale a encore été confirmée en novembre dernier lors du Salon des Maires : l'« indice des prix des dépenses communales », publié traditionnellement par la Banque Postale en partenariat avec l'AMF (Association des Maires de France) et autrement connu sous le nom de « **panier du maire** », s'établissait à +4,7% sur un an (contre +5,5% pour l'inflation), un niveau qui semble donc se stabiliser.

Par ailleurs, il faut tenir compte de la hausse importante des taux d'intérêt et quasi ininterrompue au cours des derniers mois, les banques centrales relevant leurs taux directeurs pour lutter contre l'inflation, les banques de détail ont durci leurs conditions de prêt.

En 2023, l'ensemble de ces contraintes nouvelles avait conduit la ville à prendre des mesures radicales, en revoyant la priorité et le phasage des projets municipaux et en recourant à une hausse limitée des taux, afin de ne pas emprunter sur le budget communal.

Toutefois, le rythme réel d'avancement des chantiers étant toujours moins rapide qu'anticipé, il existe aujourd'hui un risque de perdre le bénéfice de nombreux dispositifs de subvention sur différents chantiers si les délais devaient se rallonger exagérément, d'autant que de nombreux projets municipaux pourraient être éligibles à de nouveaux dispositifs, notamment environnementaux, aujourd'hui incitateurs à l'investissement public mais qui pourraient ne pas être reconduits. Par ailleurs, certains projets d'investissement portés par les SPIC nécessiteraient une hausse trop importante des tarifs aux usagers s'ils devaient eux-mêmes emprunter.

Pour l'ensemble de ces raisons, la commune a décidé de ne pas augmenter ses taux de fiscalité et, compte tenu de ses excellents ratios de gestion, de recourir à nouveau à l'emprunt en 2024, permettant le financement de ses projets malgré des taux actuellement élevés.

B - Périmètre

Il est précisé que l'année 2024 ne comporte **pas de changement de périmètre** lié à de nouveaux transferts de compétences à la Communauté d'Agglomération Sud Sainte-Baume. En revanche, il s'agit de la 1^{ère} année de mise en œuvre de reversement d'une part de la Taxe d'Aménagement communale (30%) à son profit.

Par ailleurs, conformément à ses statuts et évoqué dans le ROB 2023, l'**EPIC Office de tourisme** s'est vu confier au 1^{er} octobre 2023 la gestion de certains équipements ou services touristiques, à savoir la gestion de la **Tour Romane** et de la **Salle Maurice Fargues** accueillant les collections du Musée Dumas, et préfigurant ainsi la future gestion des sites de « l'Aventure de l'Eau » (lorsque s'y ajouteront l'Espace Mer et la Batterie de la Cride).

En effet, grâce aux mesures mises en place pour optimiser la perception des taxes de séjour, dont la part communale lui est reversée intégralement, les produits de l'office de tourisme sont aujourd'hui enfin supérieurs à ses besoins de fonctionnement et lui permettent d'aborder cette nouvelle étape de son développement entamé en 2019 par la création de l'EPIC. Ce transfert de gestion peut être estimé à environ 0,2 M€ en année pleine sur 2024, essentiellement en charges de personnel.

Bien que les séances de vote du DOB et du BP 2024 soient proches, les montants définitivement proposés au vote des budgets primitifs 2024 pourront légèrement différer des chiffres indiqués dans le présent document, en fonction de données plus précises dont nous disposerons d'ici là.

IV - Budget principal de la commune

L'exercice 2024 sera le premier exercice voté selon la **nomenclature budgétaire et comptable M57** pour le budget principal de la commune. Les budgets annexes obéissant, pour leur part, à la nomenclature M4, ne sont pas concernés par ce changement.

Dans ce cadre, le conseil municipal doit adopter le 13 décembre 2023 au cours de la même séance son **règlement budgétaire et financier**, qui est une obligation normative pour rappeler, au sein d'un document unique, les règles budgétaires, comptables et financières qui s'imposent au quotidien dans la préparation des actes administratifs de la collectivité, mais qui n'entraînent aucun bouleversement majeur, si ce n'est la mise en œuvre de la possibilité de virer des crédits entre chapitres, sous certaines limites de montants certes, mais sans nécessité d'en passer préalablement par une décision budgétaire modificative.

Parmi les principaux changements liés à cette nouvelle nomenclature, on peut signaler le transfert de la plupart des natures de dépenses relevant des chapitres « exceptionnels » (67 pour les dépenses, 77 pour les recettes) vers le chapitre des charges et produits dits « de gestion courante » (respectivement 65 et 75), ainsi qu'une individualisation du produit des impôts directs sur un chapitre 731 disjoint du reste du chapitre 73. Ces modifications impactent peu la lecture des éléments qui suivent.

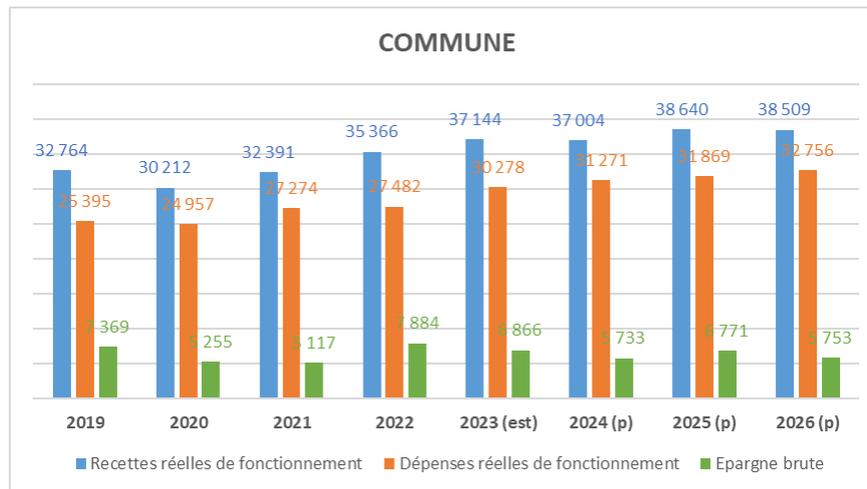
Compte tenu du calendrier, ce débat d'orientation budgétaire ne peut se tenir qu'avec une connaissance très approximative des futurs résultats de la gestion 2023. En effet, à l'heure de la préparation du présent rapport, et malgré l'existence de projections internes et hypothèses statistiques réalisées à partir des données de la comptabilité d'engagement, il reste encore un trimestre d'activité, pouvant réserver son lot de bonnes ou mauvaises surprises quant à l'évolution des besoins, des coûts, l'issue des procédures de commande publique ou des événements imprévus.

A – Analyse rétrospective et prospective

Le tableau qui suit retrace l'évolution des comptes de 2019 à 2022, précise les prévisions d'atterrissage 2023, les résultats 2023 attendus à ce jour, ainsi que la prévision du BP 2024, du futur BS 2024, ainsi que les estimations de réalisations 2024 à 2026, afin de rendre compte de l'évolution de la situation sur une mandature complète.

Les résultats 2023 sont attendus à 7 M€, en ce compris la comptabilisation des engagements qui devront être comptabilisés en restes à réaliser. Ce résultat réinjecté au BS 2024 permettra de réduire le montant de l'emprunt d'équilibre inscrit.

| Budget COMMUNE (K€ TTC) | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | | | 2024 | | | 2025 | 2026 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | CA | CA | CA | CA | BP | Voté | CA estimé | BP | BS estimé | CA estimé | CA estimé | CA estimé |
| Recettes de fonctionnement | | | | | | | | | | | | |
| 013 Atténuation de charges | 222 | 198 | 109 | 127 | 115 | 115 | 109 | 100 | | 100 | 100 | 100 |
| 70 Ventes | 2 095 | 1 292 | 2 012 | 2 181 | 1 923 | 1 923 | 1 850 | 1 850 | | 1 850 | 1 850 | 1 850 |
| 73 Fiscalité directe (731 en M57) | 17 117 | 16 926 | 18 288 | 18 969 | 21 263 | 21 359 | 21 341 | 22 024 | | 22 024 | 22 685 | 23 366 |
| 73 Attribution de compensation | 3 734 | 3 705 | 3 673 | 3 728 | 3 673 | 3 673 | 3 728 | 3 600 | | 3 600 | 3 600 | 3 600 |
| 73 Fiscalité indirecte | 7 321 | 5 906 | 6 714 | 8 296 | 7 660 | 7 714 | 8 472 | 7 837 | | 7 837 | 7 837 | 7 837 |
| Soit total 73 Impôts et taxes | 28 172 | 26 537 | 28 675 | 30 993 | 32 692 | 32 746 | 33 541 | 33 461 | | 33 461 | 34 122 | 34 803 |
| 74 Dotations | 1 752 | 1 492 | 1 127 | 1 173 | 905 | 948 | 929 | 913 | | 913 | 913 | 913 |
| 75 Produits de gestion courante | 367 | 335 | 360 | 650 | 514 | 527 | 527 | 580 | | 580 | 1 555 | 743 |
| 76 Produits financiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| 77 Recettes exceptionnelles hors cess* | 155 | 358 | 108 | 242 | 80 | 165 | 188 | 0 | | 100 | 100 | 100 |
| (A) Sous-total recettes réelles | 32 764 | 30 212 | 32 391 | 35 366 | 36 229 | 36 424 | 37 144 | 36 904 | 0 | 37 004 | 38 640 | 38 509 |
| 775 Produits de cessions | 586 | 9 053 | 2 389 | 831 | | | 138 | | | | | |
| 78 Reprise sur provisions semi-budg. | 633 | | | | | | | | | | | |
| Autres recettes réelles (pour analyse fin.) | 1 219 | 9 053 | 2 389 | 832 | 0 | 0 | 138 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 042 Amortissements | 331 | 254 | 1 058 | 551 | 604 | 604 | 574 | 514 | | 514 | 514 | 514 |
| Sous-total recettes d'ordre | 331 | 254 | 1 058 | 551 | 604 | 604 | 574 | 514 | 0 | 514 | 514 | 514 |
| 002 Reports antérieurs | 2 313 | 5 634 | 8 341 | 11 752 | 7 749 | 7 749 | 7 749 | | 7 061 | 7 061 | 150 | 253 |
| (B) Total | 36 626 | 45 153 | 44 179 | 48 501 | 44 582 | 44 777 | 45 605 | 37 418 | 7 061 | 44 579 | 39 304 | 39 276 |
| dont recettes du casino | 1 834 | 1 229 | 1 221 | 2 468 | 2 300 | 2 300 | 2 500 | 2 500 | | 2 500 | 2 500 | 2 500 |
| Dépenses de fonctionnement | | | | | | | | | | | | |
| 011 Charges à caractère général | 9 827 | 8 314 | 9 639 | 10 490 | 12 834 | 12 882 | 11 815 | 12 834 | | 12 834 | 13 091 | 13 353 |
| 012 Charges de personnel | 10 933 | 11 575 | 12 398 | 12 992 | 13 405 | 13 580 | 13 400 | 13 897 | | 13 897 | 14 244 | 14 600 |
| 014 Reversement de fiscalité | 896 | 869 | 870 | 1 047 | 1 543 | 1 621 | 1 620 | 1 221 | | 1 221 | 1 221 | 1 221 |
| 65 Charges de gestion courante | 1 937 | 2 083 | 1 907 | 1 458 | 2 143 | 2 368 | 2 142 | 2 560 | | 2 510 | 2 510 | 2 510 |
| 66 Charges financières | 1 069 | 1 137 | 999 | 890 | 883 | 883 | 883 | 809 | | 809 | 803 | 1 072 |
| 67 Charges exceptionnelles | 733 | 980 | 1 461 | 606 | 528 | 543 | 418 | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| (C) Sous-total dépenses réelles | 25 395 | 24 957 | 27 274 | 27 482 | 31 337 | 31 877 | 30 278 | 31 321 | 0 | 31 271 | 31 869 | 32 756 |
| 042 Amortissements | 2 589 | 11 855 | 4 618 | 3 269 | 2 455 | 2 515 | 2 522 | 2 402 | | 2 402 | 2 402 | 2 402 |
| 023 Virement à la section d'invest. | | | | | 10 791 | 10 386 | | 3 695 | 7 061 | | | |
| Sous-total dépenses d'ordre | 2 589 | 11 855 | 4 618 | 3 269 | 13 245 | 12 900 | 2 522 | 6 097 | 7 061 | 2 402 | 2 402 | 2 402 |
| 002 Reports antérieurs | | | | | | | | | | | | |
| (D) Total | 27 984 | 36 812 | 31 892 | 30 752 | 44 582 | 44 777 | 32 800 | 37 418 | 7 061 | 33 673 | 34 271 | 35 158 |
| (A-C) EPARGNE BRUTE (CAP. D'AUTOFINANC.) hors casino | 7 369 | 5 255 | 5 117 | 7 884 | 4 854 | 4 547 | 6 866 | 5 583 | | 5 733 | 6 771 | 5 753 |
| | 5 558 | 4 026 | 3 896 | 5 416 | 2 554 | 2 247 | 4 366 | 3 083 | | 3 233 | 4 271 | 3 253 |
| (A-C)/A TAUX D'EPARGNE BRUTE | 22,5% | 17,4% | 15,8% | 22,3% | 13,4% | 12,5% | 18,5% | 15,1% | | 15,5% | 17,5% | 14,9% |
| (B-D) Résultat de fonctionnement | 8 642 | 8 341 | 12 288 | 17 749 | 0 | 0 | 12 805 | 0 | | 10 906 | 5 033 | 4 118 |
| Recettes d'investissement | | | | | | | | | | | | |
| 10 Dotations (FCTVA, TAM) | 2 315 | 1 216 | 2 215 | 1 278 | 880 | 890 | 875 | 1 375 | | 1 375 | 2 700 | 3 000 |
| 1068 Réserves | 4 393 | 3 008 | 0 | 536 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 0 | 5 744 | 5 789 | 10 756 | 4 780 |
| 13 Subvd d'équip et amendes de police | 876 | 737 | 963 | 766 | 2 016 | 2 141 | 1 512 | 425 | | 425 | 3 325 | 3 525 |
| 16 Emprunts | 3 862 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 906 | -7 061 | 1 845 | 7 300 | 9 000 |
| 166 Refinancement de la dette | | | | | | 11 181 | 11 125 | 6 000 | | 6 000 | 0 | 0 |
| 16 Cautions | 2 | 3 | 19 | 5 | 4 | 4 | 3 | 4 | | 4 | 4 | 4 |
| 16 Loyers capitalisés | 0 | 4 944 | 4 400 | 2 019 | 94 | 94 | 47 | 0 | | 0 | 447 | 0 |
| 27 Rbt d'immobilisations financières | | 3 | 10 | 8 | | 36 | 39 | 3 | | 3 | 3 | 3 |
| 024 Produits de cessions | | | | | 3 250 | 3 352 | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| 45 Opérations pour compte de tiers | | | | 92 | 313 | 313 | 12 | 0 | | 0 | 0 | 1 111 |
| Sous-total recettes réelles | 9 911 | 7 607 | 4 704 | 4 704 | 16 557 | 28 010 | 23 613 | 16 713 | -1 317 | 15 441 | 24 535 | 21 423 |
| 040 Amortissements | 2 589 | 11 855 | 4 618 | 3 269 | 2 455 | 2 515 | 2 522 | 2 402 | | 2 402 | 2 402 | 2 402 |
| 041 Opérations patrimoniales | 115 | 118 | 277 | 331 | | 151 | 151 | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| 021 Virement de la section de fonct. | | | | | 10 791 | 10 386 | | 3 695 | 7 061 | | | |
| Sous-total recettes d'ordre | 2 703 | 11 973 | 4 895 | 3 600 | 13 245 | 13 051 | 2 673 | 6 097 | 7 061 | 2 402 | 2 402 | 2 402 |
| 001 Reports antérieurs | 3 390 | 7 083 | 10 355 | 1 052 | | | | | | | | |
| (E) Total | 17 539 | 28 966 | 22 857 | 9 356 | 29 802 | 41 061 | 26 286 | 22 810 | 5 744 | 17 843 | 26 937 | 23 825 |
| Dépenses d'investissement | | | | | | | | | | | | |
| 16 Remboursement capital emprunts | 4 263 | 4 184 | 4 161 | 3 832 | 3 743 | 3 743 | 3 537 | 2 570 | | 2 570 | 2 724 | 3 243 |
| 166 Refinancement de la dette | | | | | | 11 181 | 11 125 | 6 000 | | 6 000 | 0 | 0 |
| 165 Cautions | 9 | 0 | 0 | 1 | 4 | 4 | 2 | 4 | | 4 | 4 | 4 |
| 10 Dotations | 16 | 759 | | | | | | 90 | | 90 | 90 | 90 |
| 13 Subventions et assimilées | | | | | 8 | 8 | 8 | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| 20 Immobilisations incorporelles | 109 | 177 | 248 | 56 | 142 | 145 | 145 | 40 | | 40 | 46 | 40 |
| 204 Subv d'éqt (dont AC nég et Symielec) | | | 4 584 | 468 | 2 725 | 2 545 | 1 220 | 582 | | 582 | 1 101 | 3 037 |
| 21 Immobilisations corporelles | 4 710 | 11 609 | 10 065 | 4 035 | 9 214 | 9 285 | 5 850 | 2 047 | | 2 047 | 2 147 | 3 219 |
| 23 Immobilisations en cours | 839 | 1 451 | 1 071 | 189 | 3 634 | 3 395 | 2 150 | 4 482 | | 4 482 | 3 789 | 6 105 |
| ... Opérations | | | | 4 170 | 4 406 | 4 557 | 2 065 | 6 443 | | 6 443 | 10 540 | 6 897 |
| 27 Immobilisations financières | 29 | 40 | 27 | 3 | 5 | 113 | 108 | 6 | | 6 | 6 | 6 |
| 45 Opérations pour compte de tiers | 36 | 20 | 314 | 502 | 535 | 548 | 313 | 32 | | 32 | 0 | 0 |
| Sous-total dépenses réelles | 10 010 | 18 239 | 20 470 | 13 256 | 24 415 | 35 524 | 26 523 | 22 296 | 0 | 22 296 | 20 447 | 22 641 |
| 040 Amortissements | 331 | 255 | 1 058 | 551 | 604 | 604 | 574 | 514 | | 514 | 514 | 514 |
| 041 Opérations patrimoniales | 115 | 118 | 277 | 331 | | 151 | 151 | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total dépenses d'ordre | 446 | 373 | 1 335 | 883 | 604 | 755 | 725 | 514 | 0 | 514 | 514 | 514 |
| 001 Reports antérieurs | | | | | 4 782 | 4 782 | 4 782 | | 5 744 | 5 789 | 10 756 | 4 780 |
| (F) Total | 10 456 | 18 611 | 21 805 | 14 139 | 29 802 | 41 061 | 32 030 | 22 810 | 5 744 | 28 599 | 31 717 | 27 935 |
| EPARGNE NETTE | 3 106 | 1 071 | 956 | 4 052 | 1 111 | 804 | 3 329 | 3 013 | | 3 163 | 4 047 | 2 510 |
| Résultat d'investissement | 7 083 | 10 355 | 1 052 | -4 782 | 0 | 0 | -5 744 | 0 | | -10 756 | -4 780 | -4 110 |
| Résultat global de clôture | 15 725 | 18 696 | 13 340 | 12 967 | 0 | 0 | 7 061 | 0 | | 150 | 253 | 8 |
| RESTES A REALISER RECETTES | 225 | 161 | 653 | 1 512 | | | | | | | | |
| RESTES A REALISER DEPENSES | 2 834 | 4 529 | 2 241 | 5 972 | | | | | | | | |
| Solde des Restes à réaliser | -2 609 | -4 368 | -1 588 | -4 460 | | | | | | | | |
| Résultat global de clôture après RAR | 13 116 | 14 328 | 11 752 | 8 507 | 0 | 0 | 7 061 | 0 | | 150 | 253 | 8 |
| Dettes au 31/12 | 40 551 | 36 367 | 32 206 | 28 374 | 24 631 | 24 631 | 24 837 | 31 173 | | 24 112 | 28 688 | 34 445 |
| CAPACITE DE DESENETTEMENT | 5,50 | 6,92 | 6,29 | 3,60 | 5,07 | 5,42 | 3,62 | 4,21 | | 5,58 | 4,24 | 5,99 |
| hors casino | 7,30 | 9,03 | 8,27 | 5,24 | 9,64 | 10,96 | 5,69 | 10,11 | | 7,46 | 6,72 | 10,59 |



B – Objectifs de gestion

Compte tenu des éléments qui précèdent, les **orientations générales**, choix de gestion et priorités d'action pour ce mandat sont légèrement modifiées par rapport aux années précédentes, à savoir :

- En **fonctionnement** :
 - Priorité à la qualité de l'accueil et du service rendu,
 - Limitation sur le mandat de la hausse des taux de fiscalité directe à celle enregistrée le mandat précédent (*pour mémoire* : +11,85% entre 2013 et 2019), mais seulement dans la proportion nécessaire, de manière à disposer d'une capacité de désendettement maximale de **8 ans** (12 années hors recettes du casino),
 - Renforcement des efforts en matière de gestion : optimisation du coût des prestations, des contrats, maîtrise de la masse salariale, économies de gestion, remise en cause des actions dont l'évaluation apporte une faible valeur ajoutée au regard de leur coût, choix du mode de gestion offrant le meilleur compromis entre le coût et la performance.
- En **investissement** :
 - Priorité à l'amélioration du cadre de vie et la mise en œuvre du programme municipal, dans une optique de développement et de mise en valeur du patrimoine communal,
 - Recherche de subventions et de nouveaux partenariats innovants.
- Précisions concernant les **produits des jeux du casino** :
 - Il est indéniable que l'épisode sanitaire aura donné raison au principe de gestion que la commune a retenu depuis l'ouverture du casino de jeux en 2018, à savoir **ne pas consacrer le produit des jeux**, par nature aléatoire, **aux dépenses de fonctionnement** courant, mais à l'employer en investissement comme alternative à l'emprunt, non pas selon un principe d'affectation comptable, mais par le biais d'un ratio de gestion interne « hors casino » plus sévère que ce que la loi impose, et qui trouve sa conséquence dans la variabilisation de la programmation des dépenses d'équipement selon leur montant ou leur ordre de priorité. C'est ce même principe de bon sens qui est en œuvre avec l'adaptation du programme électoral.
 - Notons par ailleurs que le casino de jeux a été autorisé courant 2022 à augmenter sa capacité de 50 machines à sous supplémentaires, synonyme de prévisions de recettes supplémentaires importantes pour la commune lorsque le concessionnaire sera en capacité de mettre en œuvre ces possibilités, et a déposé un permis de construire pour l'ouvrage annexe (hôtel) qui devrait générer un loyer capitalisé complémentaire de 400 K€ d'ici la fin du mandat.

Au moment de la rédaction de ce rapport, l'année 2023 étant inachevée, une présentation des évolutions poste par poste est plus délicate à mener que dans le précédent rapport établi en mars. Cependant, voici les tendances qui se dessinent ainsi que les hypothèses retenues pour l'année 2024.

a) Les charges à caractère général

1. Fluides

La commune ne dispose plus d'économies de flux depuis mi-2023. L'ensemble des engagements pris par la collectivité est donc temporairement partagé au sein des directions techniques, et notamment les bâtiments, les espaces verts et le service électrique.

Compte tenu de la crise énergétique, qui a marqué l'année 2022 et continuera durablement à marquer l'économie et à influencer sur les niveaux d'inflation, le premier retour (avant la nouvelle saison de chauffe) des efforts entrepris par la commune sur une année glissante et évoqués dans le précédent rapport, fait état d'une diminution sensible des volumes consommés de l'ordre de 12%, tant sur le gaz que sur l'électricité.

Malgré ces résultats très encourageants, les hausses de coûts unitaires sont telles que le montant total des dépenses énergétiques continue tout de même de progresser.

Il conviendra d'accentuer les efforts au travers des interventions dans le cadre du « **décret tertiaire** », qui impose par des procédés d'amélioration techniques (ex : isolation) ou par une stricte limitation des usages, une baisse de 40% de la consommation des principaux bâtiments communaux à horizon 2030. En effet, l'essentiel de la réduction peut être atteint par le consentement collectif de tous les usagers aux réductions de confort, un effort que la population dans son ensemble a consenti pour elle-même depuis l'hiver dernier.

2. Autres charges générales

L'année 2023 n'étant pas encore terminée, il est encore trop tôt pour déterminer dans quelle mesure les différents services municipaux auront pu réaliser des économies de gestion. La prévision réalisée sur la comptabilité d'engagement, qui a forcément des limites statistiques, laissent augurer la réalisation d'environ 1 M€ sur les crédits autorisés.

En tout état de cause, le projet de budget primitif 2024 est construit sur le maintien à l'identique des crédits inscrits au chapitre 011 entre le BP 2023 et le BP 2024, fluides inclus. Pour autant, certains postes de dépenses connaissent à leur tour des évolutions importantes induites par le contexte général avec un décalage, telles que les primes d'assurance répercutées par les compagnies, en particulier compte tenu du coût des réparations et des risques climatiques accrus. A titre d'information, la prime 2024 pour la flotte automobile de la commune va quasiment doubler, passant de 45 K€ à 81 K€ sans hausse de la sinistralité, tandis que de nombreuses se retrouveront tout simplement non assurées.

b) Les charges de personnel

Les charges de personnel (chapitre 012) comprennent les rémunérations des agents et les cotisations sociales de toute nature, mais aussi les primes d'assurances statutaires et les frais de médecine du travail. La masse salariale tient compte principalement du Glissement Vieillesse Technicité (GVT).

La politique générale en matière de gestion des ressources humaines est la suivante depuis plusieurs années :

- Maintien de **charges de personnel comparativement plus faibles que la moyenne**, signe de souplesse de sa structure de fonctionnement,
- **Maîtrise de la gestion des activités externalisées** employant du personnel détaché,
- **Reconnaissance de la valeur professionnelle** des agents dans la politique d'avancement et de promotion,

- **Nomination des lauréats de concours** sous réserve de postes compatibles avec le grade ou cadre d'emploi obtenu,
- **Reconnaissance par le régime indemnitaire** du niveau d'expertise et de technicité des agents,
- **Adaptation des recrutements** face à l'augmentation des besoins de la population.

⇒ Structure des effectifs

Fin 2022, la commune comptait 252 permanents titulaires (-1 par rapport à fin 2021) et 78.19 ETP contractuels (-2,25 par rapport à fin 2020). Les agents de surveillance cantine sont exclus des calculs.

Il convient de noter que les 3 services publics à caractère industriel et commercial (SPIC) des Parcs, des Ports et du Théâtre érigés en budgets annexes car dotés de la seule autonomie financière, bénéficient depuis 2021 de mises à disposition de personnels titulaires contre refacturation, ce qui augmente d'environ 828 K€ pour 2022 le nombre et la masse salariale des effectifs pris en charge sur le budget de ville, moyennant leur refacturation sur chaque budget annexe. Seuls les agents contractuels sont donc désormais directement payés sur les budgets annexes (2 sur les Parcs, 2 sur les Ports et 2 sur le Théâtre, hors saisonniers). A noter qu'en 2023, afin de contenir la tarification des usagers du port, la commune suspend la refacturation au budget des Ports des fonctions support.

Les effectifs permanents de la commune ont stagné en 2022 en raison des difficultés de recrutement dans la fonction publique territoriale. Les créations nettes de postes correspondent à des secteurs sur lesquels les effectifs actuels sont en tension ou sur lesquels il est souhaité un service supérieur. Par ailleurs, la commune avait augmenté d'une trentaine d'agents en 2020 le nombre de non-titulaires affectés à des besoins non permanents, notamment pour la mise en place de nouveaux services rendus, liés ou non au contexte de crise sanitaire. Par exemple, la mise en place d'un label Ville Propre, la création d'une équipe de propreté d'après-midi et la ré-internalisation de deux secteurs de la ville en Espaces Verts ont généré des recrutements supplémentaires. En ce renforcement du dispositif Vigipirate, le Centre de Supervision Urbain nécessite également une création de poste. Par ailleurs, les Obligations Légales de Débroussaillage dans le cadre des pouvoirs de police du Maire tendent à générer une création de poste supplémentaire.

Toutefois, compte tenu des objectifs budgétaires décrits précédemment, la commune a renoncé en 2022 à la moitié des recrutements prévus, et l'année 2023 s'est attachée à ajuster l'organisation de manière à rationaliser le coût global des prestations rendues. L'année 2024 sera abordée dans les mêmes dispositions. Il est à noter que les départs (en retraite ou pour mutation) ne sont pas toujours remplacés poste pour poste, et font systématiquement l'objet d'une évaluation sur la possibilité d'alternatives dans l'organisation interne.

Par ailleurs, la variation prévisionnelle des effectifs devrait tenir compte du solde net entre les départs et les entrées, ce qui est délicat puisque les départs revêtent pour la plupart un caractère imprévisible (mutations, retraites, réforme...), d'autant que le **rallongement des carrières** s'observe depuis plusieurs mois avec les réformes des retraites successives. De même, la commune s'expose toujours au risque de demandes de **réintégrations d'agents détachés ou en disponibilité, en congé parental, une réintégration à temps complet après un temps partiel**, non prévisibles à ce jour et qui ne peut être raisonnablement estimé.

A ce stade, la prospective ne tient pas compte de l'impact des schémas de mutualisation, qui n'ont pas concerné à ce jour les organisations de services, et que le changement de gouvernance récent au sein de l'intercommunalité ne devrait pas accélérer dans l'immédiat.

⇒ Durée effective du temps de travail

La majorité des agents de la collectivité (213 agents sur 337) est annualisée : ils effectuent la durée annuelle légale du travail (1 607 heures) selon des horaires étudiés en fonction des besoins du service public et de la saisonnalité de leur activité.

Un tiers environ des agents (102 sur 337) effectuent une durée hebdomadaire de 36h30, en compensation d'un régime de 6 jours de RTT. Une minorité (22 sur 337), correspondant à l'encadrement, effectuent une durée hebdomadaire de 39h, en compensation d'un régime de 20 jours de RTT.

⇒ Avantages du personnel

Les dépenses pouvant entrer dans le champ des « œuvres sociales » envers le personnel communal concernent principalement l'adhésion au COS Méditerranée, un apéritif à l'occasion des vœux de M. le Maire au personnel, ainsi que le Noël des enfants du personnel, une participation aux frais de garde pour la période estivale et les médailles du travail. Elles représentent environ 64 K€, soit moins de 0,5% des charges de personnel (soit environ 190 €/an/agent). Une étude sera menée en 2024 pour trouver des solutions pour accroître la fidélisation du personnel et l'attractivité de la collectivité en matière de politique sociale (travail sur la « marque employeur »).

Les **avantages en nature** consistent en une aide de la commune apportée à la prise de repas de certains agents (surveillance de cantines), la mise à disposition d'un véhicule de fonction (direction générale des services) et la mise à disposition d'un logement pour nécessité absolue de service à quelques agents (gardiens de sites municipaux). Ils s'élèvent à environ 21 K€ par an. Il convient d'ajouter une prise en charge partielle du loyer du responsable de la PM.

Les **heures supplémentaires** sont récupérées pour l'ensemble des services, à l'exception des astreintes de la police municipale, du service électrique, du service Espaces Verts, Parcs de Stationnement et de la Capitainerie qui donnent lieu à paiement d'heures supplémentaires lorsqu'elles occasionnent réellement des interventions, soit une dépense annuelle d'environ 76 K€ sur une année normale, hors cas particuliers des heures effectuées par les agents mobilisés lors d'élections ou évènements exceptionnels.

⇒ Evolution de la structure et du montant des dépenses

Les évolutions prévisionnelles tiennent compte des impacts de mesures nationales (reclassements et revalorisation des grilles indiciaires, augmentation du SMIC, cotisation retraite, recul d'âge, dégel du point d'indice...) et de l'impact lié aux mouvements de personnel, passés et à venir.

Sur 2024, les dépenses de personnel sont anticipées en hausse de 0,6 M€, passant d'environ 13,3 M€ en 2023 à 13,9 M€. Pour ce faire, il est tenu compte notamment :

- d'un **glissement vieillesse-technicité** (GVT) de 0,5% sur les rémunérations chargées des personnels non saisonniers en cours, soit environ +67 K€,
- de l'impact en année pleine des nouveaux agents recrutés soit 139 K€,
- de l'augmentation de 5 points d'indice au 01/01/2024,
- de l'augmentation des cotisations de retraite pour la partie employeur,
- du versement de la garantie individuelle de pouvoir d'achat 7 K€, compensant les périodes de vacance d'emploi et l'effet de noria sur les départs en retraite.

Le montant du régime indemnitaire correspond approximativement à 21% du traitement indiciaire.

Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 demande une précision sur les **NBI** (nouvelles bonifications indiciaires, accordées sur les postes exigeant une technicité particulière) : elles sont évaluées à environ 40 K€ sur les 212 K€ de l'article budgétaire les comptabilisant et devraient se maintenir à ce niveau pour 2024 et la suite.

⇒ Remboursements de charges

Il convient de rappeler qu'une partie des charges de personnel figurant en dépenses est remboursée à la commune (chapitre 013, figurant en recettes).

Le détachement des agents auprès des concessionnaires de service publics (restauration scolaire et activités péri et extrascolaires à ce jour) ne rompt pas leurs liens avec les Caisses de retraite des fonctionnaires territoriaux

(CNRACL). Ainsi, comme sur les exercices précédents, le délégataire est chargé de récupérer les cotisations mensuelles à la source, et reverse la somme collectée à la commune, qui se charge de liquider l'ensemble des cotisations auprès des caisses concernées.

Le solde du chapitre 013 correspond au remboursement statistique des indemnités d'assurances de risques statutaires pour les agents non détachés, avec une marge de prudence compte tenu de leur caractère aléatoire ainsi que les remboursements par la CPAM des indemnités journalières.

c) Les charges de gestion courante

L'évolution de ce chapitre doit être commentée, car il est impacté par la nouvelle nomenclature M57.

Ce chapitre compte traditionnellement les subventions au CCAS, aux associations locales, aux syndicats intercommunaux, aux opérations privées de ravalement de façades du centre-ville, les indemnités des élus, les admissions de créances éteintes ou en non-valeurs, dont le montant est anticipé en stabilité. La commune s'enorgueillit d'avoir soutenu le tissu associatif pendant la crise sanitaire et s'attachera à vérifier que la situation individuelle des associations et leur niveau d'engagement leur permet de gagner en indépendance financière. Par ailleurs, les subventions jusqu'ici octroyées par le budget des ports aux associations nautiques concourant à l'animation de la ville ou au sport seront désormais prises en charge sur le budget de la commune.

Par ailleurs, ce chapitre compte également la quote-part due en fonctionnement sur les opérations d'effacement des réseaux menées en concertation avec le SYMIELEC VAR à l'occasion de requalifications de voies complètes (cf. liste des investissements). Or, seuls 75% du coût HT de ces opérations sont imputés à la section d'investissement selon les normes comptables en vigueur, le solde étant pris en charges de fonctionnement. Ainsi, en cours d'année 2024, en fonction des engagements qui seront pris en conseil municipal et de l'avancement des travaux, des décisions modificatives pourraient être nécessaires pour modifier la répartition entre les dépenses des deux sections, ce qui n'impactera à la marge que les ratios de gestion.

Enfin, ce chapitre comptera, sur la nouvelle nomenclature M57, les natures de dépenses relevant jusqu'ici en M14 des charges exceptionnelles (à l'exception des annulations de titres sur exercices antérieurs), et en particulier la subvention au théâtre (470 K€) et les versements de bourses et prix.

d) Les dotations

En 2023, pour la première fois depuis de nombreuses années, la dotation forfaitaire de la DGF a été (légèrement) supérieure à celle de l'année précédente, alors qu'elle avait baissé de -12% en 2020, -9% en 2021 et -15% en 2022. Elle est estimée à ce jour en stabilité.

Cependant, comme rappelé plus haut, la commune a perdu totalement en 2023 le bénéfice de la dotation nationale de péréquation (DNP). La pression fiscale relative de la commune étant trop proche des seuils d'éligibilité pour pouvoir garantir ou non son maintien à ce stade (impact approximatif 150 K€), elle n'est pas réinscrite par prudence. A l'avenir, la réforme du calcul des indicateurs financiers devrait plutôt être défavorable à la commune de Sanary-sur-Mer.

e) La fiscalité directe

Le projet de budget 2024 est établi à partir des bases d'impositions notifiées pour 2023 en ce qui concerne la TH (principalement résidences secondaires, y compris pour la part de majoration) et la TF sur les propriétés bâties, c'est-à-dire sur une faible croissance physique des bases (constructions, extensions, rectifications), augmentées d'une inflation prévisionnelle de 3,4%, et d'un **gel des taux d'imposition votés** par la commune, après une hausse de 5% en 2023, ayant succédé elle-même à une baisse des taux en 2019 et 3 années de gel des taux entre 2020 et 2022.

Il est également tenu compte d'un maintien de la majoration de la cotisation communale de taxe d'habitation pour les résidences secondaires désormais fixée à 60% depuis la décision du conseil municipal de septembre 2020, et qui restera identique sur tout le mandat à législation constante.

En matière de TFPB, la commune de Sanary se situait, en 2022, 5,8% en dessous de la moyenne nationale, 9,9% en dessous de la moyenne des communes de 10 à 20.000 habitants appartenant à un EPCI à FPU, et 11,3% en dessous de la moyenne départementale. De plus, l'effort fiscal est 7,2% inférieur à l'effort fiscal moyen de la strate (1,145 en 2022, contre 1,234).

L'application d'une hausse de la fiscalité de la taxe foncière limitée à celle intervenue sur le mandat précédent (11,85%) était un engagement de campagne qui permettait toujours à la commune de présenter une pression fiscale relativement standard par rapport aux communes similaires, si tant est que les communes similaires n'augmentent pas leur taux dans le même temps ce qui semble peu probable.

L'année 2024 consacre cette stratégie de modération, car elle sera la 5^{ème} année de vote des taux de fiscalité directe sur les 6 années du mandat, et la hausse des taux n'aura pas atteint la moitié de celle sur laquelle l'équipe municipale s'était engagée (5% sur les 11,85%).

f) La fiscalité indirecte

L'exercice 2023 était construit sur un scénario prudent mais ambitieux de recettes tirées de la fiscalité indirecte compte tenu de l'historique récent, à savoir 7,7 M€, tenant compte des recettes de droits de place, des recettes du casino de jeux, mais également des taxes de séjour et sur l'électricité, ainsi que des droits de mutation. Or, les anticipations sur 2023 laissent entrevoir un dépassement de 0,7 M€.

Concernant les droits de mutation, la baisse constatée des prix de l'immobilier au niveau national dans la plupart des grandes villes, suite au durcissement des conditions de prêt bancaire et de la remontée des taux d'intérêt, paraissait relativement éloignée des réalités constatées sur notre commune.

Pour 2024, il est proposé de repartir de manière prudente sur une hypothèse de 7,8 M€ de produits de la fiscalité indirecte.

g) Atténuation de produits

En dehors des habituels versement du FPIC et reversement de la taxe de séjour à l'Office de tourisme, il convient de noter que la commune devrait à nouveau ne pas avoir à payer de pénalité SRU de 2024 à 2026.

C – Programmation pluriannuelle des investissements

L'ensemble des projets sur lesquels travaille la municipalité s'élève à ce jour à environ 50 M€ sur 3 ans. Leur financement est assuré prospectivement par l'emprunt pour 18 M€ (36% en moyenne), le FCTVA pour 6 M€ (12%), les subventions pour 6 M€ (12%), et l'autofinancement dégagé pour 20 M€ (40%).

Il est rappelé que ce programme ne tient pas compte des éventuels restes à réaliser 2023 non connus à ce jour et intégrés prospectivement dans la réalisation 2023, et qu'il pourra donc être ajusté en fonction de l'avancement des différents chantiers dans leur ensemble. Du fait que la commune votera son BP 2024 relativement tôt dans l'année, il ne sera pas procédé au vote de crédits provisoires d'investissement.

Il convient de préciser qu'une prospective pluriannuelle des investissements est souvent ambitieuse en matière de délais de réalisation. L'inscription de la totalité du programme permet ainsi d'illustrer la soutenabilité d'un programme résolument plus ambitieux que sa probable réalisation, c'est-à-dire un scénario pessimiste. Ceci étant posé, la programmation pluriannuelle simplifiée des projets est désormais la suivante :

| Budget COMMUNE (K€) | Est 2024 | Est 2025 | Est 2026 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Opérations gérées en AP/CP | 6 443 | 10 540 | 6 897 |
| CP Interventions loi SRU | 1 323 | 350 | 361 |
| CP Travaux de réhabilitation Batterie de la Cride | 410 | 363 | 2 940 |
| CP Travaux de réhabilitation du Fort du Gros Cerveau Est | 143 | 0 | 1 129 |
| CP Travaux de construction du Centre équestre (HT) | 506 | 3 964 | |
| CP Construction de la crèche de la Poussaraque | 218 | | |
| CP Opérations Carbone et Champs Fleuris | 1 816 | 3 326 | |
| CP Sécurisation des systèmes d'information | 541 | 52 | |
| CP Travaux de réhabilitation du Fort du Gros Cerveau Ouest | 10 | 10 | 2 466 |
| CP Aménagement de l'Espace Mer | 1 476 | 1 865 | |
| CP Parking public Route de la Gare | 0 | 610 | |
| Opérées gérées hors AP/CP en tranches | 3 522 | 3 334 | 8 912 |
| Opération de requalification Portissol (dont effacement résx) | 1 260 | 1 921 | 358 |
| Opération de requalification Bd Plage Beaucours (dont eff résx) | 611 | 500 | 1 531 |
| Opération de requalification Chemin Beaucours (dont eff résx) | | 820 | 2 514 |
| Opération de requalification Chemin Millière (dont eff résx) | | 30 | 863 |
| Piétonisation du centre-ville (quote-part ville) | 1 651 | 63 | 3 646 |
| Gérés en crédits annuels | 3 629 | 3 749 | 3 489 |
| Attribution de compensation négative CASSB (pluvial) | 433 | 468 | 468 |
| Subventions d'équipement (façade cinéma ABC, mobilier R&E) | 150 | | |
| Piétonisation Rues Schuman, 18 juin 1940, Desmazures | 960 | 540 | |
| Passage Barthélémy de Don | 318 | | |
| Enveloppe espaces verts | 267 | 190 | 190 |
| Enveloppe bâtiments (dont dans le cadre du décret tertiaire) | 422 | 724 | 373 |
| Enveloppe voirie | 535 | 570 | 515 |
| Enveloppe autres | 544 | 1 257 | 1 943 |
| TOTAL | 13 594 | 17 623 | 19 298 |

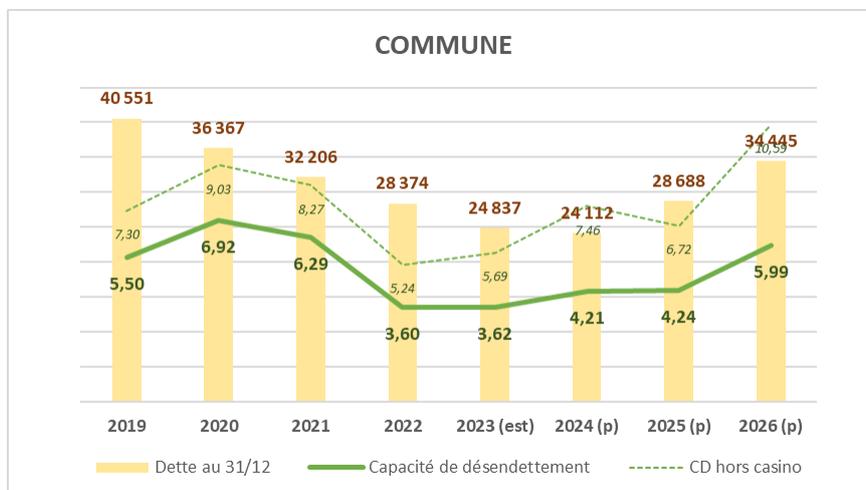
D – Emprunts

Comme indiqué en 2023, la commune ne s'interdisait pas de tirer parti des opportunités offertes par les marchés financiers et bancaires et du contexte de taux, en procédant à des **opérations de gestion active de son encours**, y compris par le recours à des instruments financiers de couverture (swaps, caps...).

Conformément à cet engagement, la commune a renégocié en novembre 2023 un encours d'environ 4,4 M€ pour un taux moyen d'environ 5% et d'une durée résiduelle moyenne d'environ 5 ans. Cet encours a été refinancé sans versement d'indemnité actuarielle, sur une nouvelle durée de 8 ans au taux fixe de 4,67%. Avec l'opération similaire réalisée au cours de l'été 2023 sur d'autres encours de la SFIL, ce seront au final plus de 11 M€ d'emprunts qui auront fait l'objet d'un réaménagement (soit un peu moins de la moitié de l'encours), et qui permettront de **dégager en 2024 une capacité d'investissement supplémentaire d'environ 1 M€** pour abonder la réalisation du programme d'investissements municipal (annuité de la dette 4,4 M€ avant réaménagement, 3,3 M€ après réaménagement).

Début 2024, nous étudierons les possibilités offertes par les encours sur les autres prêteurs, ainsi que des options de remboursements temporaires de certains contrats pour minorer les intérêts courus. A ce sujet, la commune ouvre 6 M€ de renégociations d'encours. Les effets liés au montage du parc Portissol sont négligés. A fin 2023, l'encours d'emprunts représente **24.837 K€ (soit une diminution de près de 16 M€ depuis la fin du mandat précédent)**, dont la majeure partie (96,86%) à taux fixe, et 100% en classe de risque 1-A (sans risque) selon la charte Gissler, pour un taux moyen de 3,20% et d'une durée de vie moyenne de 6 ans et 6 mois. Le financement par emprunt du programme municipal (recours à 18 M€ d'emprunt entre 2024 et 2026 si

nécessaire, selon les résultats à venir et l'avancement des travaux réels) pourrait au maximum amener l'encours à 34,4 M€ fin 2026, et représenter **moins de 6 ans de capacité de désendettement** (et environ 10,6 ans après retraitement des recettes du casino de jeux), c'est-à-dire **dans le respect des engagements municipaux**. A noter l'inscription de 8,9 M€ d'emprunt au projet de BP 2024, qui devrait être réduit à 1,8 M€ après injection des résultats prévisionnels 2023 au BS 2024.



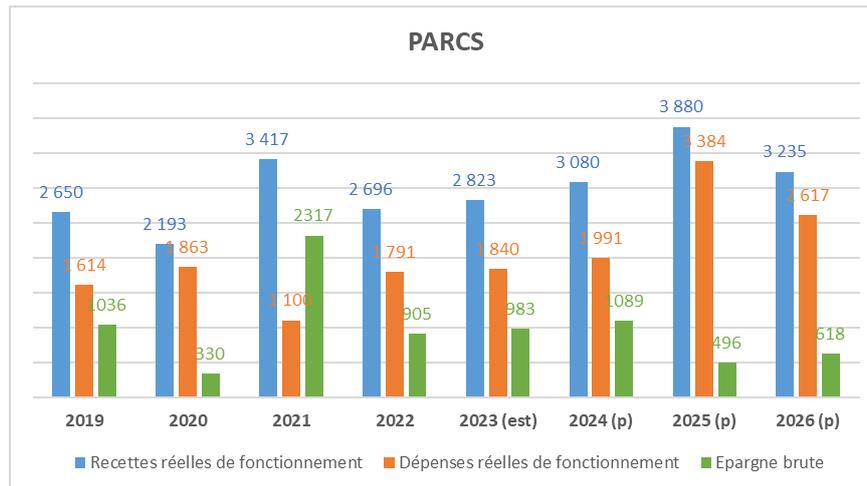
E – Projet de Budget Primitif 2024

| BP 2024 Budget COMMUNE (K€) | | | |
|---|---------------|---|---------------|
| Dépenses de fonctionnement | 37 418 | Recettes de fonctionnement | 37 418 |
| 011 Charges à caractère général | 12 834 | 013 Atténuation de charges | 100 |
| 012 Charges de personnel | 13 897 | 70 Ventes | 1 850 |
| 014 Atténuation de produits | 1 221 | 73 Impôts et taxes | 11 437 |
| | | 731 Impositions directes | 22 024 |
| | | 74 Dotations | 913 |
| 65 Charges courantes | 2 560 | 75 Produits courants | 580 |
| 66 Charges financières | 809 | 76 Produits financiers | 0 |
| 67 Charges exceptionnelles | 0 | 77 Produits exceptionnels | 0 |
| 042 Amortissements | 2 402 | 002 Excédent de fonct. reporté | 0 |
| 023 Virement à la section d'invest. | 3 695 | 042 Amortissements | 514 |
| Dépenses d'investissement | 22 810 | Recettes d'investissement | 22 810 |
| 10 Reversement taxe d'aménagement | 90 | 10 FCTVA, Taxe d'aménagement | 1 375 |
| 204 Subv d'équipt, AC | 582 | 16 Emprunts nouveaux | 8 906 |
| 16 Capital de la dette et cautions | 2 574 | 16 Loyers capitalisés et cautions | 4 |
| 16 Refinancements de dette | 6 000 | 16 Refinancements de dette | 6 000 |
| Dépenses d'équipement hors AP/CP | 6 569 | 024 Produit de cessions | 0 |
| Dépenses d'équipement en AP/CP | 6 443 | 13 Amendes de police, subventions | 425 |
| Opérations pour compte de tiers | 32 | Opérations pour compte de tiers | 0 |
| 27 Immobilisations financières | 6 | 27 Rbt dotation initiale Sépultures | 3 |
| | | 021 Virement de la section de fonct. | 3 695 |
| 040 Amortissements | 514 | 040 Amortissements | 2 402 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 31 321 | Recettes réelles de fonctionnement | 36 904 |
| Épargne brute | 5 583 | Épargne nette | 3 013 |
| <i>Hors recettes du casino</i> | <i>3 083</i> | | <i>513</i> |
| Dette au 31/12 | 31 173 | Capacité de désendettement | 5,58 |
| | | <i>Hors recettes du casino</i> | <i>10,11</i> |

V - Budget annexe des Parcs et stationnement

A – Analyse rétrospective et prospective

| Budget PARCS (K€ HT) | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | | | 2024 | | | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | CA | CA | CA | CA | BP | Voité | CA estimé | BP | BS estimé | CA estimé | CA estimé | CA estimé | CA estimé | |
| Recettes de fonctionnement | | | | | | | | | | | | | | |
| 013 Atténuation de charges | 64 | 0 | 113 | 0 | | | | | | | | | | |
| 70 Ventes | 2337 | 1722 | 2338 | 2682 | 2543 | 2543 | 2792 | 3080 | | 3080 | 3230 | 3235 | 3340 | 3445 |
| Dont Abonnés | 286 | 346 | 358 | 391 | 370 | | 400 | 400 | | 400 | 450 | 450 | 450 | 450 |
| Dont Horaires | 1868 | 1195 | 1788 | 2105 | 1995 | | 2217 | 2500 | | 2500 | 2600 | 2600 | 2700 | 2800 |
| Dont Loyers Analdi (boxes et commerces) | 172 | 177 | 184 | 184 | 175 | | 175 | 180 | | 180 | 180 | 185 | 190 | 195 |
| 75 Produits de gestion courante | 0 | 0 | 963 | 0 | | | | | | | | | | |
| 77 Recettes exceptionnelles | 59 | 11 | 3 | 13 | | | 31 | | | | | | | |
| 78 Reprises de provisions semi-budg. | 190 | 460 | | | | | | | | | 650 | | | |
| 78 Reprise de prov Loyer entrée Carbone | | | | | | | | | | | | | 1716 | |
| 78 Reprise de prov Loyer entrée Portissol | | | | | | | | | | | | | | |
| (A) Sous-total recettes réelles | 2 650 | 2193 | 3 417 | 2 696 | 2543 | 2543 | 2823 | 3080 | 0 | 3080 | 3880 | 3235 | 5056 | 3445 |
| 042 Amortissements | 16 | 16 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 | | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 |
| Sous-total recettes d'ordre | 16 | 16 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 | 0 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 |
| 002 Reports antérieurs | 1038 | 991 | 459 | 1856 | 1680 | 1680 | 1680 | | 1272 | 1272 | 888 | 729 | 635 | 510 |
| (B) Total | 3705 | 3200 | 3895 | 4 572 | 4242 | 4242 | 4523 | 3099 | 1272 | 4371 | 4787 | 3983 | 5710 | 3974 |
| Dépenses de fonctionnement | | | | | | | | | | | | | | |
| 011 Charges à caractère général | 802 | 884 | 437 | 589 | 839 | 739 | 683 | 905 | | 800 | 880 | 900 | 1100 | 1200 |
| 011 Loyer Carbone | | | | | | | 0 | 0 | | 0 | 975 | 163 | 163 | 163 |
| 011 Loyer Portissol | | | | | | | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 | 2573 | 429 |
| 012 Charges de personnel | 389 | 437 | 415 | 432 | 451 | 451 | 451 | 460 | | 460 | 500 | 510 | 540 | 550 |
| 65 Charges de gestion courante | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 66 Charges financières | 266 | 243 | 219 | 199 | 197 | 197 | 186 | 177 | | 177 | 151 | 125 | 105 | 91 |
| 67 Charges exceptionnelles | 0 | 39 | 2 | 5 | 2 | 2 | 1 | 2 | | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 68 Dotation aux provisions semi-budg. | | 13 | 2 | 26 | 2 | 2 | 2 | 2 | | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 68 Provision Loyer entrée Carbone | | | | | | | 325 | 325 | | 325 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 68 Provision Loyer entrée Portissol | | | | | | | | | | | 858 | 858 | 0 | 0 |
| 69 Impôts sur les bénéfices | 157 | 247 | 25 | 539 | 188 | 213 | 192 | 198 | | 224 | 15 | 56 | 30 | 139 |
| (C) Sous-total dépenses réelles | 1 614 | 1863 | 1 100 | 1791 | 1680 | 1605 | 1840 | 2070 | 0 | 1991 | 3384 | 2617 | 4516 | 2577 |
| 042 Amortissements | 549 | 447 | 450 | 701 | 426 | 427 | 427 | 437 | | 437 | 470 | 470 | 470 | 470 |
| 023 Virement à la section d'invest. | | | | | 2137 | 2211 | | 592 | 1272 | | | | | |
| Sous-total dépenses d'ordre | 549 | 447 | 450 | 701 | 2563 | 2638 | 427 | 1029 | 1272 | 437 | 470 | 470 | 470 | 470 |
| 002 Reports antérieurs | | | | | | | | | | | | | | |
| (D) Total | 2164 | 2310 | 1550 | 2491 | 4242 | 4242 | 2267 | 3099 | 1272 | 2428 | 3854 | 3087 | 4986 | 3047 |
| (A-C) EPARGNE BRUTE (CAP. D'AUTOFINAN.) | 1036 | 330 | 2317 | 905 | 864 | 938 | 983 | 1010 | | 1089 | 496 | 618 | 540 | 868 |
| (A-C)/A TAUX D'EPARGNE BRUTE | 39,1% | 15,0% | 67,8% | 33,6% | 34,0% | 36,9% | 34,8% | 32,8% | | 35,4% | 12,8% | 19,1% | 10,7% | 25,2% |
| (B-D) Résultat de fonctionnement | 1541 | 890 | 2 345 | 2 080 | 0 | 0 | 2256 | 0 | | 1943 | 933 | 896 | 724 | 927 |
| Recettes d'investissement | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 Dotations | | | | | | | | | | | | | | |
| 1068 Réserves | | 551 | 431 | 489 | 400 | 400 | 400 | | 984 | 984 | 1055 | 204 | 261 | 214 |
| 13 Subventions d'équipement reçues | | 287 | | | | | | | | | | | | |
| 16 Emprunts | | | | 387 | 2586 | 2511 | | 463 | -463 | 0 | | | | |
| 16 Cautions | | 2 | | | | | | | | | | | | |
| 23 Immobilisations en cours | 519 | | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total recettes réelles | 520 | 837 | 431 | 876 | 2986 | 2911 | 400 | 463 | 521 | 984 | 1055 | 204 | 261 | 214 |
| 040 Amortissements | 549 | 447 | 450 | 701 | 426 | 427 | 427 | 437 | | 437 | 470 | 470 | 470 | 470 |
| 041 Opérations patrimoniales | 16 | | | | 37 | 51 | 51 | | | | | | | |
| 021 Virement de la section de fonct. | | | | | 2137 | 2211 | | 592 | 1272 | | | | | |
| Sous-total recettes d'ordre | 565 | 447 | 450 | 701 | 2600 | 2689 | 478 | 1029 | 1272 | 437 | 470 | 470 | 470 | 470 |
| 001 Reports antérieurs | | | | | | | | | | | 171 | 10 | 24 | 60 |
| (E) Total | 1086 | 1285 | 881 | 1576 | 5586 | 5600 | 878 | 1492 | 1793 | 1421 | 1696 | 684 | 755 | 744 |
| Dépenses d'investissement | | | | | | | | | | | | | | |
| 16 Remboursement capital emprunts | 721 | 739 | 758 | 785 | 787 | 787 | 787 | 709 | | 709 | 726 | 622 | 489 | 340 |
| Equilibre / imprevus / pour rachat | | | | | | | | | 809 | 0 | | | | |
| 20 Immobilisations incorporelles | | 27 | 15 | 8 | | | | | | | | | | |
| 21 Immobilisations corporelles | 154 | 330 | 26 | 371 | 3599 | 3599 | 42 | 294 | | 294 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 23 Immobilisations en cours | 530 | 2 | 32 | 124 | 388 | 388 | 388 | 220 | | 220 | | | 100 | 100 |
| ... Opérations | | | | 15 | 700 | 700 | 519 | 250 | | 250 | | | | |
| Sous-total dépenses réelles | 1 404 | 1097 | 831 | 1302 | 5474 | 5474 | 1736 | 1473 | 809 | 1473 | 826 | 722 | 689 | 540 |
| 040 Amortissements | 16 | 16 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 | | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 |
| 041 Opérations patrimoniales | 16 | | | | 37 | 51 | 51 | | | | | | | |
| Sous-total dépenses d'ordre | 32 | 16 | 19 | 19 | 56 | 70 | 70 | 19 | 0 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 |
| 001 Reports antérieurs | 162 | 512 | 342 | 311 | 56 | 56 | 56 | | 984 | 984 | 1055 | 204 | 261 | 214 |
| (F) Total | 1598 | 1626 | 1192 | 1632 | 5586 | 5600 | 1862 | 1492 | 1793 | 2476 | 1900 | 945 | 969 | 773 |
| EPARGNE NETTE | 315 | -409 | 1 558 | 120 | 77 | 151 | 196 | 301 | | 380 | -230 | -4 | 51 | 528 |
| Résultat d'investissement | -512 | -341 | -311 | -56 | 0 | 0 | -984 | 0 | | -1055 | -204 | -261 | -214 | -29 |
| Résultat global de clôture | 1 029 | 548 | 2 034 | 2 024 | 0 | 0 | 1272 | 0 | | 888 | 729 | 635 | 510 | 898 |
| RESTES A REALISER RECETTES | 287 | 0 | 175 | 0 | | | | | | | | | | |
| RESTES A REALISER DEPENSES | 253 | 89 | 353 | 332 | | | | | | | | | | |
| Solde des Restes à réaliser | 34 | -89 | -178 | -332 | | | | | | | | | | |
| Résultat global de clôture après RAR | 1063 | 459 | 1 856 | 1 692 | 0 | 0 | 1 272 | 0 | | 888 | 729 | 635 | 510 | 898 |
| Dette au 31/12 | 7749 | 7010 | 6251 | 5 853 | 7 653 | 7 577 | 5 066 | 4 820 | | 4 357 | 3 631 | 3 009 | 2 520 | 2 180 |
| CAPACITE DE DESENETTEMENT | 7,48 | 21,23 | 2,70 | 6,47 | 8,86 | 8,08 | 5,15 | 4,77 | | 4,00 | 7,32 | 4,87 | 4,67 | 2,51 |



B – Objectifs de gestion

L'objectif de ce budget est d'accroître le nombre de parcs de stationnements (Carbone, Portissol) et les services associés, en ajustant les formules tarifaires et les abonnements aux exigences d'équilibre budgétaire, tout en restant acceptable en comparaison d'autres communes touristiques similaires.

En 2023, il avait été proposé que les charges annuelles nouvelles (annuités d'emprunt, dotation aux amortissements, charges courantes d'exploitation telles que : entretien, maintenance, personnel, éclairage...) seraient financées par des recettes d'exploitation nouvelles sur l'ensemble du périmètre du SPIC (recettes horaires, abonnements) pour maintenir l'équilibre économique du SPIC. La commune s'était engagée politiquement à ne pas modifier la grille tarifaire applicable à 2023, et à remettre à 2024 la refonte de la politique tarifaire sur l'ensemble de l'activité du SPIC.

Cependant, le niveau des taux d'intérêt et le principe même du recours à l'emprunt sur les SPIC compte tenu de leur assujettissement et de l'obligation d'amortissement, obligent la commune à **reconsidérer la question du financement de ces ouvrages afin de ne pas peser outre mesure sur la tarification des usagers**, d'autant qu'outre les considérations budgétaires inhérentes au SPIC, la thématique concerne plus largement le stationnement dans notre commune.

Ainsi, la commune renonce à céder en pleine propriété ces deux futurs parcs, estimés à plus de 11 M€ (et se privant donc d'une recette immédiate qui aurait permis d'éviter l'emprunt), mais plutôt de pratiquer un loyer basé sur un loyer d'entrée de 30% de leur valeur fiscale (que le budget provisionnera jusqu'à la mise en service) suivi d'un loyer annuel de 5%. Les loyers constituent par ailleurs des charges déductibles de l'impôt sur les bénéfices et n'obligent pas le budget à amortir pour des constructions dont il n'est qu'affectataire et non propriétaire, ce qui permet un ajustement tarifaire beaucoup plus mesurée pour l'utilisateur.

Les **tarifs des abonnements** n'ayant pas varié depuis plus de 12 ans, on observe aujourd'hui un nombre d'abonnés supérieur au nombre de places disponibles, car les usages sont différents entre actifs et résidents. Il est proposé d'actualiser ces montants, d'harmoniser leur calcul, et d'éliminer les formules d'abonnements autres que mensuelles et annuelles, et notamment les tickets congrès de courtes durées dont bénéficiaient principalement les touristes à des tarifs sacrifiés en comparaison des abonnements résidents.

Sur les tarifs horaires, qui constituent la principale source de recettes pour le budget des parcs, il est proposé dans tous les cas de **maintenir la 1^{ère} heure offerte** (qui bénéficie à la moitié des usagers) et de procéder au relèvement de la grille tarifaire des horaires de 0,50 € TTC du premier quart d'heure payant, de supprimer la dégressivité jusqu'à 12 heures et de fixer le tarif journalier maximum à 25 € TTC.

Ces tarifs sont en cohérence, voire inférieurs, avec ceux d'autres communes touristiques similaires, c'est-à-dire disposant de nos capacités d'accueil, de places confortables, d'un service de qualité (agents d'accueil,

techniciens, niveau d'entretien et d'investissement, services accessoires) et d'une telle animation locale. Sur les durées les plus stationnées après la 1^{ère} heure, les tarifs avoisinent ainsi 0,03 € par minute de stationnement.

Il est proposé par ailleurs de mettre en cohérence la grille tarifaire du stationnement par horodateurs (relevant du budget général), qui incitait jusqu'alors à un stationnement de longue durée, pénalisant la rotation pour les commerces environnants.

En assumant ces choix responsables, la trajectoire budgétaire des parcs devrait ainsi permettre d'assurer de manière pérenne l'agrandissement de la capacité d'accueil de la commune sans à-coups tarifaires ultérieurs.

C – Programmation pluriannuelle des investissements

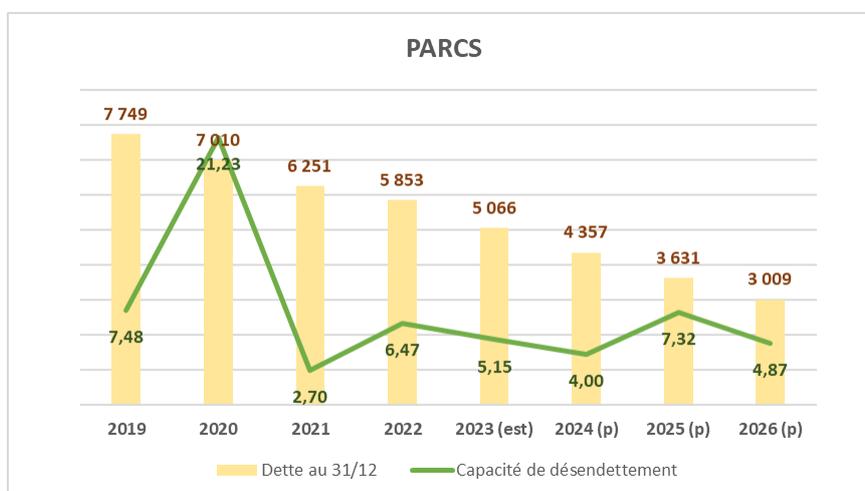
| Budget PARCS (K€ HT) | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|------------|------------|------------|
| Pk Carbone – Fin aménagement intérieur (AP/CP) | 250 | | |
| Pk Leclerc-Picotières – Etanchéité, réagencement places P1 P2 | 160 | | |
| Pk Arnaldi – Etanchéité R+5, éclairage | 105 | | |
| Pk Esplanade – Divers aménagements | 32 | | |
| Caisse Principale – Réaménagement intérieur | 60 | | |
| Tous parkings – Mise aux normes électricité, incendie, SSI | 27 | | |
| Tous parkings - Enveloppe de modernisation des matériels | 130 | 100 | 100 |
| TOTAL | 764 | 100 | 100 |

D – Emprunts

Compte tenu de ce qui précède, ce budget ne recourra pas l'emprunt. Compte tenu de l'obligation d'équilibre budgétaire, il est proposé un emprunt d'équilibre de 463 K€ pour financer les investissements inscrits au programme pluriannuel, mais qui sera annulé au BS 2024 avec la réintégration des résultats 2023.

A fin 2023, l'encours d'emprunts représente **5.067 K€**, essentiellement à taux fixe (92,51%) et intégralement en classe de risque 1-A (sans risque) selon la charte Gissler, pour un taux moyen de 3,44% et d'une durée de vie moyenne de 5 ans et 1 mois.

La capacité de désendettement s'établit dans ces conditions, de manière prévisionnelle, à 4 ans fin 2024.



E – Projet de Budget Primitif 2024

| BP 2024 Budget PARCS (K€ HT) | | | |
|---|--------------|---|--------------|
| Dépenses de fonctionnement | 3 099 | Recettes de fonctionnement | 3 099 |
| 011 Charges à caractère général | 905 | 70 Ventes | 3 080 |
| 012 Charges de personnel | 460 | 013 Atténuation de charges | 0 |
| 65 Charges courantes | 1 | 75 Produits courants | 0 |
| 66 Charges financières | 177 | 76 Produits financiers | 0 |
| 67 Charges exceptionnelles | 2 | 77 Produits exceptionnels | 0 |
| 68 Provisions semi-budgétaires | 327 | 78 Reprises de provisions | 0 |
| 69 Impôt sur les bénéfices | 198 | 002 Excédent de fonct. reporté | 0 |
| 042 Amortissements | 437 | 042 Amortissements | 19 |
| 023 Virement à la section d'invest. | 592 | | |
| Dépenses d'investissement | 1 492 | Recettes d'investissement | 1 492 |
| 001 Déficit d'inv. reporté | 0 | 1068 Réserves | 0 |
| 16 Capital de la dette | 709 | 16 Emprunts nouveaux | 463 |
| Dépenses d'équipement hors AP/CP | 514 | | |
| Dépenses d'équipement en AP/CP | 250 | 021 Virement de la section de fonct. | 592 |
| 040 Amortissements | 19 | 040 Amortissements | 437 |
| 041 Intégrations | 0 | 041 Intégrations | 0 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 2 070 | Recettes réelles de fonctionnement | 3 080 |
| Epargne brute | 1 010 | Epargne nette | 301 |
| Dette au 31/12 | 4 820 | Capacité de désendettement | 4,77 |

VI - Budget annexe des Ports

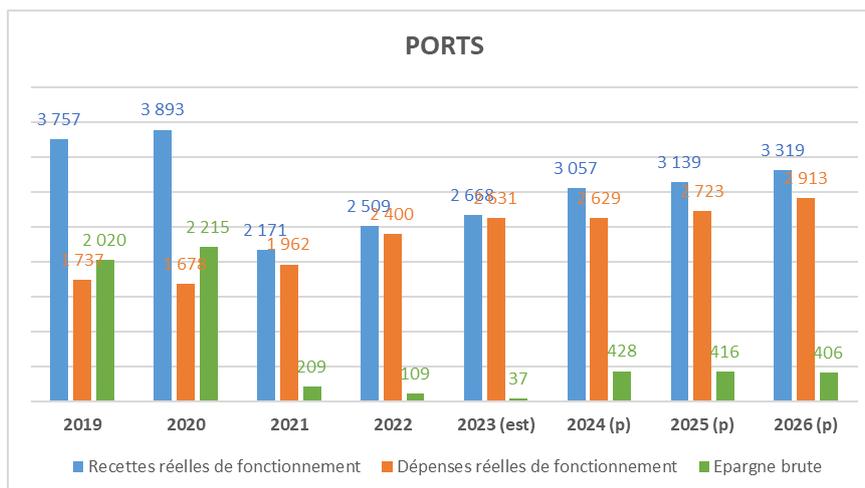
A – Analyse rétrospective et prospective

L'analyse rétrospective illustre parfaitement la **modification de la méthode de comptabilisation** du produit des garanties d'usage opérée en 2021 à la demande de la DGFIP (méthode des produits constatés d'avance), et les résultats de fonctionnement hérités de cette période qui en découlent.

Pour rappel, il avait été demandé à la commune début 2023 une régularisation à titre rétroactif des modes de comptabilisation qualifiés d'erronés. Après étude, cette méthode aurait dû s'accompagner de la souscription d'un emprunt de plus de 7 M€ limité à 15 ans pour financer l'étalement de la charge, lequel étalement était limité à 5 ans, ce qui aurait induit une obligation inacceptable de triplement des redevances portuaires sur 5 ans pour satisfaire aux autres obligations comptables.

Il a donc été répondu à la DGFIP au cours de l'été 2023 que, dans la mesure où ces comptabilisations étaient à l'époque conformes aux instructions comptables, la commune considérait **qu'il n'y avait pas lieu de remettre en cause les écritures initiales** et qu'elle s'engageait par conséquent à gérer chaque garantie d'usage selon son mode de comptabilisation initial, tout en se conformant aux retraitements fiscaux qui s'imposent et qu'elle a toujours rigoureusement respectés.

| Budget PORTS (K€ HT) | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | | | 2024 | | | 2025 | 2026 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | CA | CA | CA | CA | BP | Voté | CA estimé | BP | BS estimé | CA estimé | CA estimé | CA estimé |
| Recettes de fonctionnement | | | | | | | | | | | | |
| 013 Atténuation de charges | 0 | 2 | | 0 | | | | | | | | |
| 70 Ventes | 3745 | 3388 | 2094 | 2486 | 3128 | 2572 | 2575 | 2956 | | 2956 | 3118 | 3298 |
| <i>dont carburants</i> | 693 | 650 | 821 | 1028 | 1100 | 1100 | 1100 | 1125 | | 1125 | 1125 | 1125 |
| <i>dont GU <= 2020</i> | 2035 | 2190 | - | - | - | - | - | - | | - | - | - |
| <i>dont GU > 2020 (ap annuelle)</i> | - | - | 132 | 288 | 303 | 303 | 305 | 400 | | 400 | 450 | 500 |
| <i>dont redevances</i> | 1016 | 1046 | 1140 | 1169 | 1168 | 1168 | 1170 | 1323 | | 1323 | 1410 | 1540 |
| <i>dont redevances carénage</i> | | | | | | | | 8 | | 8 | 8 | 8 |
| <i>dont redevances croisiéristes</i> | | | | | | | | 100 | | 100 | 125 | 125 |
| 75 Produits de gestion courante | 0 | 0 | 31 | 9 | 17 | 17 | 26 | 21 | | 21 | 21 | 21 |
| 76 Produits financiers | 7 | | | | | | | | | | | |
| 77 Recettes exceptionnelles | 4 | 3 | 3 | 14 | | 50 | 67 | 50 | | 80 | | |
| 78 Reprises de provisions semi-budg. | | | 42 | | | | | | | | | |
| (A) Sous-total recettes réelles | 3 757 | 3893 | 2 171 | 2 509 | 3145 | 2639 | 2668 | 3027 | 0 | 3057 | 3139 | 3319 |
| 042 Amortissements | 76 | 80 | 74 | 21 | 32 | 134 | 134 | 87 | | 87 | 87 | 87 |
| Sous-total recettes d'ordre | 76 | 80 | 74 | 21 | 32 | 134 | 134 | 87 | 0 | 87 | 87 | 87 |
| 002 Reports antérieurs | 1777 | 3569 | 3599 | 2355 | 1997 | 1997 | 1997 | | 1826 | 1826 | 1990 | 2043 |
| (B) Total | 5610 | 7542 | 5843 | 4 885 | 5173 | 4769 | 4799 | 3114 | 1826 | 4970 | 5216 | 5449 |
| Dépenses de fonctionnement | | | | | | | | | | | | |
| 011 Charges à caractère général | 1 133 | 1071 | 1247 | 1580 | 1885 | 1894 | 1736 | 1800 | | 1800 | 1830 | 1850 |
| 012 Charges de personnel | 496 | 529 | 558 | 588 | 612 | 629 | 450 | 451 | | 450 | 460 | 470 |
| 65 Charges de gestion courante | 0 | 0 | 35 | 1 | 3 | 3 | 1 | 3 | | 3 | 3 | 3 |
| 66 Charges financières | 76 | 28 | 25 | 72 | 92 | 92 | 92 | 130 | | 135 | 206 | 402 |
| 67 Charges exceptionnelles | 33 | 50 | 61 | 157 | 251 | 251 | 240 | 13 | | 13 | 12 | 12 |
| 68 Dotation aux provisions semi-budg. | | 0 | 0 | 1 | 2 | 2 | 1 | 2 | | 2 | 2 | 2 |
| 69 Impôts sur les bénéfices | | | 35 | 0 | 0 | 175 | 111 | 233 | | 226 | 210 | 174 |
| (C) Sous-total dépenses réelles | 1 737 | 1678 | 1 962 | 2400 | 2846 | 3046 | 2631 | 2632 | 0 | 2629 | 2723 | 2913 |
| 042 Amortissements | 270 | 403 | 907 | 366 | 614 | 342 | 342 | 363 | | 351 | 450 | 550 |
| 023 Virement à la section d'invest. | | | | | 1714 | 1382 | | 119 | 1826 | | | |
| Sous-total dépenses d'ordre | 270 | 403 | 907 | 366 | 2328 | 1724 | 342 | 482 | 1826 | 351 | 450 | 550 |
| 002 Reports antérieurs | | | | | | | | | | | | |
| (D) Total | 2006 | 2082 | 2869 | 2766 | 5173 | 4769 | 2973 | 3114 | 1826 | 2980 | 3173 | 3463 |
| (A-C) EPARGNE BRUTE (CAP. D'AUTOFINANC.) | 2020 | 2215 | 209 | 109 | 300 | -407 | 37 | 395 | | 428 | 416 | 406 |
| (A-C)/A TAUX D'EPARGNE BRUTE | 53,8% | 56,9% | 9,6% | 4,3% | 9,5% | -15,4% | 1,4% | 13,0% | | 14,0% | 13,3% | 12,2% |
| (B-D) Résultat de fonctionnement | 3604 | 5461 | 2 974 | 2 119 | 0 | 0 | 1826 | 0 | | 1990 | 2043 | 1986 |
| Recettes d'investissement | | | | | | | | | | | | |
| 1068 Réserves | 1300 | 35 | 1862 | 620 | 122 | 122 | 122 | | | | | |
| 13 Subventions d'équipement reçues | 118 | 710 | 200 | 118 | 194 | 194 | 194 | | | | 1242 | |
| 16 Emprunts | 2911 | | 2398 | 3550 | 4462 | 4039 | 2275 | 3934 | | 3934 | 4645 | 1971 |
| 23 Immobilisations en cours | 65 | | | 0 | | | | | | | | |
| 45 Opération sous mandat | | | | 138 | 8508 | 8508 | 6200 | 3942 | | 3942 | 1717 | 4057 |
| Sous-total recettes réelles | 4 394 | 745 | 4 460 | 4 426 | 13286 | 12863 | 8791 | 7876 | 0 | 7876 | 7604 | 6028 |
| 040 Amortissements | 270 | 403 | 907 | 366 | 614 | 342 | 342 | 363 | | 363 | 450 | 550 |
| 041 Opérations patrimoniales | 174 | 173 | 792 | 3 | 144 | 144 | 144 | | | | | |
| 021 Virement de la section de fonct. | | | | | 1714 | 1382 | | 119 | 1826 | | | |
| Sous-total recettes d'ordre | 443 | 576 | 1699 | 369 | 2472 | 1868 | 486 | 482 | 1826 | 363 | 450 | 550 |
| 001 Reports antérieurs | 1162 | 1136 | | | | | | | 24 | 24 | | |
| (E) Total | 5999 | 2457 | 6159 | 4795 | 15758 | 14731 | 9277 | 8358 | 1850 | 8263 | 8054 | 6578 |
| Dépenses d'investissement | | | | | | | | | | | | |
| 16 Remboursement capital emprunts | 1 246 | 2675 | 78 | 292 | 383 | 383 | 383 | 387 | | 387 | 713 | 800 |
| 13 Subventions ou assimilées | | | | | 1002 | 50 | 50 | | | | | |
| 20 Immobilisations incorporelles | 73 | 2 | 3 | | | | | | | | | |
| 21 Immobilisations corporelles | 2 | 7 | 56 | 139 | 264 | 255 | 180 | 2 | | 2 | 100 | 50 |
| 23 Immobilisations en cours | 3290 | 1603 | 681 | 160 | 380 | 384 | 384 | 306 | | 298 | 100 | |
| ... Opérations | 1 | 1668 | 3734 | 1100 | 4979 | 4806 | 1711 | 3634 | 1850 | 3634 | 4595 | 1961 |
| 45 Opération sous mandat | | | | 138 | 8508 | 8508 | 6200 | 3942 | | 3942 | 1717 | 4057 |
| Sous-total dépenses réelles | 4 613 | 5955 | 4 552 | 1829 | 15516 | 14386 | 8908 | 8271 | 1850 | 8263 | 7225 | 6868 |
| 040 Amortissements | 76 | 80 | 74 | 21 | 32 | 32 | 134 | 87 | | 87 | 87 | 87 |
| 041 Opérations patrimoniales | 174 | 173 | 792 | 3 | 144 | 144 | 144 | | | | | |
| Sous-total dépenses d'ordre | 250 | 253 | 866 | 24 | 175 | 175 | 278 | 87 | 0 | 87 | 87 | 87 |
| 001 Reports antérieurs | | | 3750 | 3009 | 67 | 67 | 67 | | | | 87 | 655 |
| (F) Total | 4864 | 6207 | 9167 | 4862 | 15758 | 14730 | 9253 | 8358 | 1850 | 8350 | 7399 | 7610 |
| EPARGNE NETTE | 774 | -459 | 131 | -183 | -83 | -790 | -346 | 8 | | 41 | -297 | -394 |
| Résultat d'investissement | 1 136 | -3 750 | -3 009 | -67 | 0 | 1 | 24 | 0 | | -87 | 655 | -1032 |
| Résultat global de clôture | 4 740 | 1 711 | -34 | 2 052 | 0 | 1 | 1850 | 0 | | 1903 | 2698 | 954 |
| RESTES A REALISER RECETTES | 500 | 2716 | 2688 | 711 | | | | | | | | |
| RESTES A REALISER DEPENSES | 1670 | 828 | 299 | 766 | | | | | | | | |
| Solde des Restes à réaliser | -1170 | 1888 | 2389 | -55 | | | | | | | | |
| Résultat global de clôture après RAR | 3570 | 3599 | 2 355 | 1 997 | 0 | 1 | 1 850 | 0 | | 1 903 | 2 698 | 954 |
| Dettes au 31/12 | 3212 | 537 | 2857 | 6 115 | 10 194 | 9 771 | 8 007 | 11 554 | | 11 554 | 15 486 | 16 657 |
| CAPACITE DE DESENETTEMENT | 1,59 | 0,24 | 13,68 | 56,15 | 33,98 | -24,01 | 216,41 | 29,25 | | 27,00 | 37,23 | 41,00 |



B – Objectifs de gestion

Comme indiqué au cours de nos précédents rapports annuels, le budget des Ports doit **revenir à l'équilibre économique à partir de 2024, en mettant en œuvre l'ajustement tarifaire évoqué depuis plusieurs années.**

Entrevoyant désormais la fin du programme de travaux portuaires avec beaucoup moins d'incertitudes quant aux coûts définitifs, l'objectif assigné à ce budget est de poursuivre et terminer le programme de travaux neufs, en réajustant, pour les besoins de l'équilibre budgétaire, la tarification des occupations et prestations assurées, en fonction de leur coût de revient et du niveau de service et d'équipement atteint, tout en restant dans des limites d'acceptabilité.

Notons que le changement de mode de comptabilisation n'est pas neutre depuis les origines du projet en 2014, puisqu'il oblige à recourir à l'emprunt pour des raisons d'équilibre budgétaire, tout en disposant de la trésorerie nécessaire déposée chez le Percepteur sans que ces dépôts soient rémunérés, ce qui alourdit les charges d'exploitation, a fortiori depuis le renchérissement brutal des taux d'intérêts observé depuis plus d'un an.

Comme indiqué, l'année 2023 a été consacrée à revoir la tarification des différentes recettes gérées par le SPIC des Ports à partir de 2024, en comparaison avec différents ports voisins, notamment pour les unités de plus petites tailles qui font partie de l'identité du port de Sanary.

Il est notamment proposé pour 2024, afin de disposer d'une épargne nette positive :

- un maintien à l'identique des tarifs passagers journaliers,
- une harmonisation à 1,25 du coefficient carburant,
- un ajustement des tarifs plaisanciers annuels et traditions,
- une harmonisation des abattements patrimoines et monuments historiques par rapport aux traditions,
- un ajustement des tarifs passagers mensuels,
- la redevance d'usage déterminée non plus forfaitairement, mais calculée à 30% du tarif annuel,
- la suspension de la refacturation des charges supportées par la commune pour les fonctions support,
- la mise en place d'une redevance de prise du coffre d'amarrage pour les croisiéristes,
- la prise en charge par la commune des subventions aux associations nautiques œuvrant pour l'animation et le sport,
- la rationalisation des calendriers d'utilisation de l'aire de carénage de manière à permettre la poursuite du service par un prestataire,
- l'optimisation des frais financiers par une gestion active de la trésorerie sur des contrats permettant le remboursement temporaire des fonds tirés, lesquels le seront le plus tard possible par ailleurs,
- pour rappel, le port n'a pas de nécessité technique immédiate à procéder à un dragage (enlèvement de sédiments).

En outre, la grille tarifaire des garanties d'usage, qui n'avait pas évolué depuis 2015, est proposée en augmentation du même taux de variation que le tarif mensuel haute saison au cours de la même période. Ainsi, indépendamment des questions de modes de comptabilisation changeants, le port aura vendu au 31/12/2023 sur l'ancienne grille tarifaire 2015 (y compris pour des entrées en vigueur ultérieures à 2023, et net des rachats) : 126 garanties d'usage pour 19,7 M€HT. Afin de parvenir aux 23,4 M€ de produit attendu, il sera ouvert à la vente à partir du 01/01/2024 sur la nouvelle grille tarifaire : 12 nouvelles GU de plus courte durée, sur 10 et 15 ans, qui pourront rapporter un loyer annualisé additionnel de 264 K€HT.

C – Programmation pluriannuelle des investissements

| Budget PORTS (K€ HT) | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|--------------|--------------|--------------|
| Travaux portuaires 2 ^{ème} phase gérée en AP/CP | 152 | 940 | 972 |
| Travaux portuaires 3 ^{ème} phase gérée en AP/CP | 48 | | |
| Travaux portuaires 4 ^{ème} phase gérée en AP/CP (sect. 1,2,5 & 6) | 3 434 | 3 655 | 989 |
| Enveloppe de bâtiments (dont nouvelle et ex capitaineries) | 258 | | |
| Aménagement cale de mise à l'eau Esplanade | 50 | 100 | |
| Investissements labellisation Port Propre actif en Biodiversité | | 100 | |
| Enveloppe de matériels | | | 50 |
| TOTAL | 3 942 | 4 795 | 2 011 |

Pour rappel sous les vocables utilisés :

- la **deuxième phase** comporte notamment la réhabilitation de l'ex-cale de mise à l'eau et la construction de la maison des pêcheurs est mise en attente,
- la **troisième phase**, terminée d'un point de vue opérationnel, concerne la reconstruction des quais Wilson et Esménard, sur laquelle les derniers états de facturation restent toujours en cours de règlement,
- la **quatrième phase** concerne la reconstruction des autres quais, dont le Quai de Gaulle (secteur 1) dès 2023.

La prospective tient compte d'autres investissements divers entrant dans le cadre du budget annexe, ne faisant pas partie du programme initial de travaux portuaires (ex : matériels).

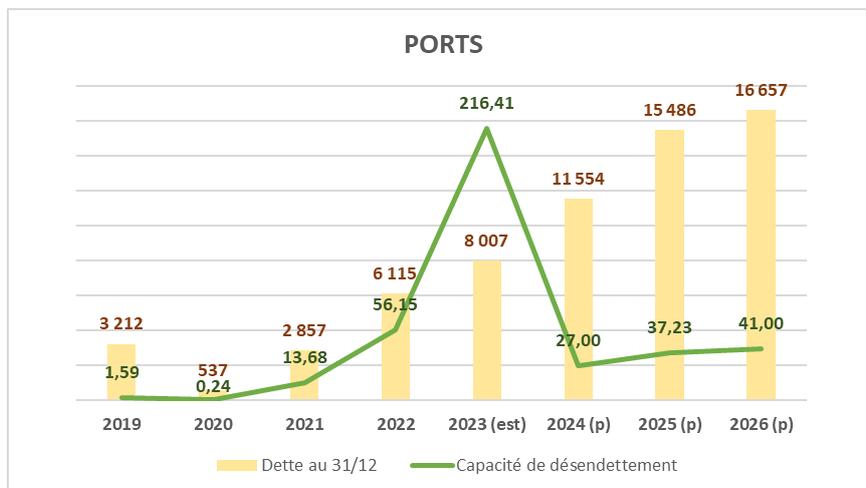
D – Emprunts

A fin 2023, l'encours d'emprunts avant consultation bancaire représente **5 732 K€**, intégralement à taux fixe et en classe de risque 1-A (sans risque) selon la charte Gissler, pour un taux moyen de 1,55% et d'une durée de vie moyenne de 8 ans et 4 mois.

Compte tenu de ce qui précède au sujet des différentes méthodes de comptabilisation des garanties d'usage, la capacité d'autofinancement, et donc de désendettement, n'a aucun sens avant 2024, et relativement peu au-delà non plus compte tenu de la difficulté à appréhender les conséquences comptables exactes d'un programme important (cf. opération Wilson pas encore clôturée à ce jour).

Selon les projections au moment de la rédaction du présent document, le montant d'emprunts maximal pour 2023 serait de 2275 K€. Notons toutefois que le contrat d'emprunt sera signé en fin d'année, pour un montant maximal potentiellement plus élevé, et qu'il pourra permettre de retarder la date du tirage ou d'effectuer des remboursements temporaires de fonds en cas de trésorerie disponible, ce afin de limiter au maximum les intérêts annuels. En simulant ce montant comme tiré fin 2023, et un nouveau recours à l'emprunt de 3 934 K€ fin 2024, la dette atteindrait 11 554 M€ fin 2024, soit une capacité de désendettement de 27 ans.

Il est convenu que les nouveaux emprunts seront consolidés sur une durée de 30 ans, et que, selon les opportunités de marché, un rallongement des emprunts précédemment souscrits pourra être envisagé comme cela a été pratiqué sur le budget communal.



E – Projet de Budget Primitif 2024

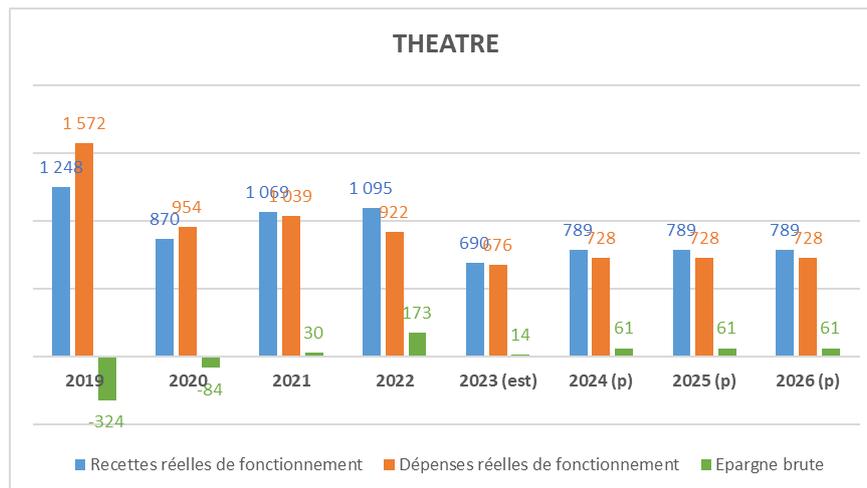
| BP 2024 Budget PORTS (K€ HT) | | | |
|---|---------------|---|--------------|
| Dépenses de fonctionnement | 3 114 | Recettes de fonctionnement | 3 114 |
| 011 Charges à caractère général | 1 800 | 70 Ventes | 2 956 |
| 012 Charges de personnel | 451 | 013 Atténuation de charges | 0 |
| 65 Charges courantes | 3 | 74 Dotations participations | 0 |
| 66 Charges financières | 130 | 75 Produits courants | 21 |
| 67 Charges exceptionnelles | 13 | 76 Produits financiers | 0 |
| 68 Provisions semi-budgétaires | 2 | 77 Produits exceptionnels | 50 |
| 69 Impôt sur les bénéfices | 233 | 78 Reprises de provisions | 0 |
| 042 Amortissements | 363 | 002 Excédent de fonct. reporté | 0 |
| 023 Virement à la section d'invest. | 119 | 042 Amortissements | 87 |
| Dépenses d'investissement | 8 358 | Recettes d'investissement | 8 358 |
| 001 Déficit d'inv. reporté | 0 | 1068 Réserves | 0 |
| 16 Capital de la dette | 387 | 16 Nouveaux emprunts | 3 934 |
| 45 Opération sous mandat | 3 942 | 45 Opération sous mandat | 3 942 |
| Dépenses d'équipement hors AP/CP | 308 | | |
| Dépenses d'équipement en AP/CP | 3 634 | 021 Virement de la section de fonct. | 363 |
| 040 Amortissements | 87 | 040 Amortissements | 119 |
| 041 Intégrations | 0 | 041 Intégrations | 0 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 2 632 | Recettes réelles de fonctionnement | 3 027 |
| Epargne brute | 395 | Epargne nette | 8 |
| Dette au 31/12 | 11 554 | Capacité de désendettement | 29,25 |

VII - Budget annexe du Théâtre

Le service public industriel et commercial (SPIC) du Théâtre dispose de la seule autonomie financière, retracée au sein d'un budget annexe, depuis le 1^{er} janvier 2017, afin de se mettre en conformité avec la réglementation, laquelle prévoit que les activités de théâtre relèvent par nature de SPIC. Cette activité était auparavant et de longue date logée au sein du budget communal.

A – Analyse rétrospective et prospective

| Budget THEATRE (K€ HT) | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | | | 2024 | | | 2025 | 2026 | |
|---|---------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|-------------|-------------|-------------|--|
| | CA | CA | CA | CA | BP | Voté | CA estimé | BP | BS estimé | CA estimé | CA estimé | CA estimé | |
| Recettes de fonctionnement | | | | | | | | | | | | | |
| 013 Atténuation de charges | | | 0 | | | | | | | | | | |
| 70 Ventes | 808 | 509 | 586 | 580 | 256 | 292 | 310 | 259 | | 259 | 259 | 259 | |
| 74 Subvention départementale | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 | | 60 | 60 | 60 | |
| 75 Produits de gestion courante | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0 | | | | | | |
| 77 Subvention communale | 380 | 300 | 420 | 450 | 420 | 420 | 320 | 470 | | 470 | 470 | 470 | |
| 77 Recettes exceptionnelles | 0 | 2 | 2 | 4 | | | 0 | | | | | | |
| (A) Sous-total recettes réelles | 1 248 | 870 | 1 069 | 1 095 | 736 | 772 | 690 | 789 | 0 | 789 | 789 | 789 | |
| 042 Amortissements | 12 | 12 | 12 | 12 | 16 | 16 | 16 | 10 | | 10 | 10 | 10 | |
| Sous-total recettes d'ordre | 12 | 12 | 12 | 12 | 16 | 16 | 16 | 10 | 0 | 10 | 10 | 10 | |
| 002 Reports antérieurs | 490 | 110 | 1 | | 52 | 52 | 52 | | | 8 | 8 | 8 | |
| (B) Total | 1750 | 993 | 1082 | 1 107 | 804 | 840 | 758 | 799 | 8 | 807 | 807 | 807 | |
| Dépenses de fonctionnement | | | | | | | | | | | | | |
| 011 Charges à caractère général | 1 312 | 575 | 720 | 634 | 421 | 406 | 332 | 410 | | 410 | 410 | 410 | |
| 012 Charges de personnel | 259 | 270 | 271 | 288 | 307 | 318 | 303 | 315 | | 315 | 315 | 315 | |
| 65 Charges de gestion courante | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 | |
| 67 Charges exceptionnelles | 1 | 109 | 48 | | 1 | 1 | 0 | 1 | | 1 | 1 | 1 | |
| 68 Dotation aux provisions semi-budg. | | | | | 1 | 1 | 0 | 1 | | 1 | 1 | 1 | |
| 69 Impôts sur les bénéfices | | | | | 1 | 41 | 41 | 1 | | 1 | 1 | 1 | |
| (C) Sous-total dépenses réelles | 1 572 | 954 | 1 039 | 922 | 731 | 767 | 676 | 728 | | 728 | 728 | 728 | |
| 042 Amortissements | 35 | 38 | 102 | 74 | 74 | 74 | 74 | 71 | | 71 | 71 | 71 | |
| 023 Virement à la section d'invest. | | | | | | | | | 8 | | | | |
| Sous-total dépenses d'ordre | 35 | 38 | 102 | 74 | 74 | 74 | 74 | 71 | 8 | 71 | 71 | 71 | |
| 002 Reports antérieurs | | | | 58 | | | | | | | | | |
| (D) Total | 1606 | 992 | 1141 | 1055 | 804 | 840 | 750 | 799 | 8 | 799 | 799 | 799 | |
| (A-C) EPARGNE BRUTE (CAP. D'AUTOFINANC.) | -324 | -84 | 30 | 173 | 6 | 57 | 14 | 61 | | 61 | 61 | 61 | |
| (A-C)/A TAUX D'EPARGNE BRUTE | -26,0% | -9,7% | 2,8% | 15,8% | 0,8% | 7,4% | 2,0% | 7,7% | | 7,7% | 7,7% | 7,7% | |
| (B-D) Résultat de fonctionnement | 144 | 1 | -58 | 52 | 0 | 0 | 8 | 0 | | 8 | 8 | 8 | |
| Recettes d'investissement | | | | | | | | | | | | | |
| 1068 Réserves | 6 | 33 | | | | | | | | | | | |
| 13 Subventions d'équipement reçues | | | | | | | | | | | | | |
| 16 Cautions | | 2 | | | 2 | 2 | | 2 | | 2 | 2 | 2 | |
| Sous-total recettes réelles | 6 | 35 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 2 | | 2 | 2 | 2 | |
| 040 Amortissements | 35 | 38 | 102 | 74 | 74 | 74 | 74 | 71 | | 71 | 71 | 71 | |
| 041 Opérations patrimoniales | 10 | | | | | | | | | | | | |
| 021 Virement de la section de fonct. | | | | | | | | | 8 | | | | |
| Sous-total recettes d'ordre | 44 | 38 | 102 | 74 | 74 | 74 | 74 | 71 | 8 | 71 | 71 | 71 | |
| 001 Reports antérieurs | 23 | 17 | 71 | 114 | 163 | 163 | 163 | | 209 | 209 | 209 | 242 | |
| (E) Total | 73 | 89 | 172 | 188 | 239 | 239 | 237 | 73 | 217 | 282 | 282 | 315 | |
| Dépenses d'investissement | | | | | | | | | | | | | |
| 16 Cautions | | 2 | | | 2 | 2 | | 2 | | 2 | | | |
| 20 Immobilisations incorporelles | 10 | | 3 | | 10 | 10 | | | | 10 | | | |
| 21 Immobilisations corporelles | 25 | 5 | 43 | 13 | 60 | 60 | 12 | 61 | 217 | 51 | 30 | 30 | |
| 23 Immobilisations en cours | | | | | 151 | 151 | | | | | | | |
| Sous-total dépenses réelles | 35 | 7 | 46 | 13 | 223 | 223 | 12 | 63 | 217 | 63 | 30 | 30 | |
| 040 Amortissements | 12 | 12 | 12 | 12 | 16 | 16 | 16 | 10 | | 10 | 10 | 10 | |
| 041 Opérations patrimoniales | 10 | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total dépenses d'ordre | 22 | 12 | 12 | 12 | 16 | 16 | 16 | 10 | 0 | 10 | 10 | 10 | |
| 001 Reports antérieurs | | | | | | | | | | | | | |
| (F) Total | 57 | 19 | 58 | 25 | 239 | 239 | 28 | 73 | 217 | 73 | 40 | 40 | |
| EPARGNE NETTE | -324 | -84 | 30 | 173 | 6 | 57 | 14 | 61 | | 71 | 61 | 61 | |
| Résultat d'investissement | 17 | 71 | 114 | 163 | 0 | 0 | 209 | 0 | | 209 | 242 | 275 | |
| Résultat global de clôture | 160 | 72 | 56 | 215 | 0 | 0 | 217 | 0 | | 217 | 250 | 283 | |
| RESTES A REALISER RECETTES | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | | |
| RESTES A REALISER DEPENSES | 11 | 34 | 24 | 0 | | | | | | | | | |
| Solde des Restes à réaliser | -11 | -34 | -24 | 0 | | | | | | | | | |
| Résultat global de clôture après RAR | 149 | 38 | 31 | 215 | 0 | 0 | 217 | 0 | | 217 | 250 | 283 | |
| Dettes au 31/12 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 | |
| CAPACITE DE DESENDTEMENT | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 | |



Il y a une vingtaine d'années, l'activité du théâtre pouvait donner lieu à des fluctuations importantes de sa contribution analytique aux résultats du budget communal, selon le succès variable de la programmation proposée, lorsque la majorité des spectacles était acquise de manière classique, c'est-à-dire en contrats de cession. Une optimisation avait alors été opérée, pour passer, en quelques années, à une acquisition de spectacles exclusivement en **coréalisation**.

Rappelons que, contrairement aux spectacles acquis en cession, les spectacles acquis en coréalisation reposent sur un principe de partage du risque, et donc de la rémunération, avec les producteurs. Ainsi, pour un spectacle donné, le théâtre reverse au producteur une part importante (souvent entre 90% et 95%) des recettes de billetterie qu'il a enregistrées pour ledit spectacle. Il est évident que la faible part conservée par le théâtre (entre 5% et 10%) ne lui permet pas d'être payé à la juste proportion des dépenses qu'il a engagées pour le spectacle, et ce d'autant plus si le producteur décide d'annuler le spectacle. Cependant, au fil des années, le théâtre a choisi de généraliser ce mode d'acquisition des spectacles, afin de continuer à programmer un nombre et une diversité de spectacles tout au long de l'année, favorisant ainsi l'accès à la culture du plus grand nombre de nos administrés, tout en limitant, de fait, le risque financier inhérent au niveau réel de fréquentation des spectacles, en déléguant en quelque sorte au producteur la variabilité de la recette selon le succès de son spectacle.

Lorsque le théâtre s'est constitué en budget annexe en 2017, ces principes de gestion ont été conservés, et la commune a alors considéré que les dépenses générales (entretien de l'équipement, programmation artistique, communication...) et de personnel du théâtre (maintien d'un accueil et d'une billetterie physique...) relevaient de sujétions de service public dans le cadre de cette politique publique, justifiant l'octroi d'une subvention communale annuelle.

La mise en perspective pluriannuelle met particulièrement en évidence la période de crise sanitaire en 2020-2021, ainsi que le dégonflement des masses budgétaires suite aux modifications de méthodes comptables intervenu courant 2022 quant à la comptabilisation des recettes.

Comptablement en effet, le théâtre enregistrait jusqu'ici l'intégralité des recettes de billetterie en recettes propres, et l'intégralité des reversements de recettes en rémunération du producteur en dépenses propres, à partir des opérations de la régie, ce qui donnait lieu à l'inscription de masses budgétaires très importantes. Désormais, les recettes de billetterie sont conservées sur le compte de dépôt de la régie jusqu'au jour du spectacle ; le reversement au producteur de la part lui revenant est prélevé directement depuis le compte de dépôt, et seule la part de recettes conservée par le théâtre donne lieu à comptabilisation de recettes sur le budget du théâtre, ce qui diminue les masses budgétaires, mais sans modifier le résultat.

B – Objectifs de gestion

L'objectif assigné à ce budget est de continuer à assurer, en partenariat avec le casino de jeux, une **large diffusion de la culture et une programmation éclectique et de qualité à tarifs maîtrisés**.

Ainsi, sauf à de rares exceptions, le Théâtre n'achète aucun spectacle mais met la salle à disposition moyennant une fraction des recettes de billetterie qu'il conserve (contrats de coréalisation), ce qui lui permet de ne prendre ainsi aucun risque sur la programmation, la ville prenant en charge l'essentiel des charges de personnel et de structure au titre des sujétions de service public par le biais d'une subvention communale.

En outre, il est attendu sur ce budget une amélioration de la prévision budgétaire et un accroissement de sa marge de coréalisation moyenne, de manière à couvrir à minima sa dotation annuelle aux amortissements nette, et à ne pas procurer aux producteurs de rémunération exagérément élevée.

Enfin, la Théâtre étudie actuellement l'accueil d'artistes en résidence, et de manière générale l'intérêt de s'inscrire dans des programmes de labellisations ou de conventionnements par l'Etat, si cela est susceptible de valoriser son action culturelle et diversifier ses ressources.

C – Programmation pluriannuelle des investissements

L'obligation d'amortir de nombreux actifs contribue, pour le théâtre, à disposer de forts excédents d'investissement, actuellement supérieurs aux besoins de dépenses identifiés et inscrits par seul souci d'équilibre budgétaire. Le résultat d'investissement s'améliore mécaniquement des dotations annuelles, comme le montre l'analyse financière.

Ce résultat d'investissement permet donc d'autofinancer les principaux projets de l'équipe municipale pour le mandat, qui se représentent de faibles montants à ce jour et se concentrent autour du maintien de l'équipement dans des conditions optimales d'accueil, d'accessibilité et de modernisation des équipements.

| Budget THEATRE (K€ HT) | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|-------------|-------------|-------------|
| Enveloppe de modernisation des matériels | 61 | 30 | 30 |
| TOTAL | 61 | 30 | 30 |

D – Emprunts

Ce budget ne recourt pas l'emprunt.

E – Projet de Budget Primitif 2024

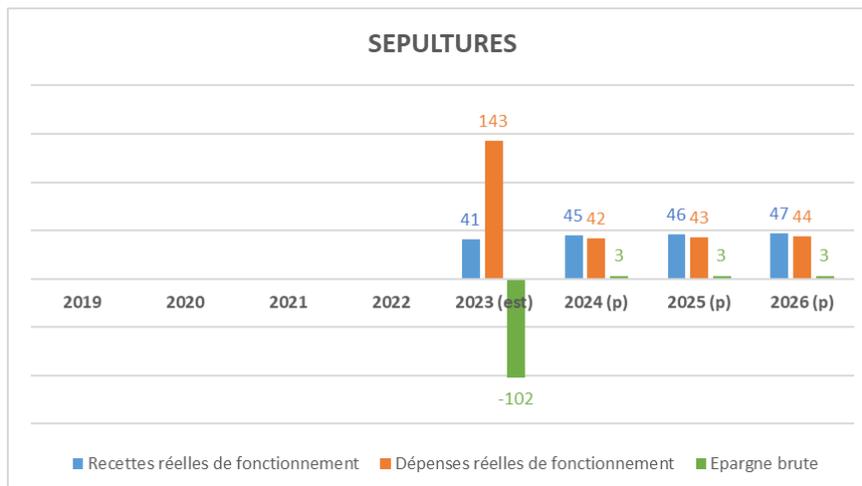
| BP 2024 Budget THEATRE (K€ HT) | | | |
|---------------------------------------|------------|-----------------------------------|------------|
| Dépenses de fonctionnement | 799 | Recettes de fonctionnement | 799 |
| 011 Charges à caractère général | 410 | 70 Ventes | 259 |
| 012 Charges de personnel | 315 | 013 Atténuation de charges | 0 |
| 65 Charges courantes | 1 | 74 Dotations participations | 60 |
| 66 Charges financières | 0 | 75 Produits courants | 0 |
| 67 Charges exceptionnelles | 1 | 76 Produits financiers | 0 |
| 68 Provisions semi-budgétaires | 0 | 77 Produits exceptionnels | 470 |
| 69 Impôt sur les bénéfiques | 1 | 78 Reprises de provisions | 0 |
| 042 Amortissements | 71 | 002 Excédent de fonct. reporté | 0 |
| 023 Virement à la section d'invest. | 0 | 042 Amortissements | 10 |

| | | | |
|---|------------|---|------------|
| Dépenses d'investissement | 73 | Recettes d'investissement | 73 |
| 001 Déficit d'inv. reporté | 0 | 1068 Réserves | 0 |
| 16 Cautions | 2 | 16 Cautions | 2 |
| Dépenses d'équipement | 61 | 021 Virement de la section de fonct. | 0 |
| 040 Amortissements | 10 | 040 Amortissements | 71 |
| 041 Intégrations | 0 | 041 Intégrations | 0 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | | | |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 728 | Recettes réelles de fonctionnement | 789 |
| Epargne brute | 61 | Epargne nette | 61 |
| Dette au 31/12 | 0 | Capacité de désendettement | 0,00 |

VIII - Budget annexe des Sépultures

A – Analyse rétrospective et prospective

| Budget SEPULTURES (K€ HT) | 2023 | | | 2024 | | | 2025 | 2026 |
|---|-------------|----------------|----------------|-------------|--------------|-------------|-------------|-------------|
| | BP | Voté | CA estimé | BP | BS estimé | CA estimé | CA estimé | CA estimé |
| Recettes de fonctionnement | | | | | | | | |
| 70 Ventes | 41 | 41 | 41 | 45 | | 45 | 46 | 47 |
| 77 Recettes exceptionnelles | | | | | | | | |
| (A) Sous-total recettes réelles | 41 | 41 | 41 | 45 | | 45 | 46 | 47 |
| 042 Stock final | 800 | 102 | 102 | 102 | | 102 | 102 | 102 |
| Sous-total recettes d'ordre | 800 | 102 | 102 | 102 | | 102 | 102 | 102 |
| 002 Reports antérieurs | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| (B) Total | 841 | 143 | 143 | 147 | 0 | 147 | 148 | 149 |
| Dépenses de fonctionnement | | | | | | | | |
| 011 Charges à caractère général | 40 | 142 | 142 | 40 | 0 | 40 | 41 | 42 |
| 012 Charges de personnel | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | 1 |
| 69 Impôts sur les bénéfices | | | | 1 | | 1 | 1 | 1 |
| (C) Sous-total dépenses réelles | 41 | 143 | 143 | 42 | 0 | 42 | 43 | 44 |
| 042 Stock initial | 800 | 0 | 0 | 102 | | 102 | 102 | 102 |
| 023 Virement à la section d'invest. | | | | 3 | | | | |
| Sous-total dépenses d'ordre | 800 | 0 | 0 | 105 | | 102 | 102 | 102 |
| 002 Reports antérieurs | | | | | | | | |
| (D) Total | 840 | 143 | 143 | 147 | 0 | 144 | 145 | 146 |
| (A-C) EPARGNE BRUTE (CAP. D'AUTOFINANC.) | 0 | -102 | -102 | 3 | | 3 | 3 | 3 |
| (A-C)/A TAUX D'EPARGNE BRUTE | 0,0% | -248,8% | -248,8% | 6,7% | | 6,8% | 6,8% | 6,8% |
| (B-D) Résultat de fonctionnement | 0 | 0 | 0 | 0 | | 3 | 3 | 3 |
| Recettes d'investissement | | | | | | | | |
| 1068 Réserves | | | | | | | 3 | 3 |
| 16 Dotation initiale | | 102 | 102 | | | | | |
| Sous-total recettes réelles | | 102 | 102 | 0 | | 0 | 3 | 3 |
| 040 Stock initial | 800 | 0 | 0 | 102 | | 102 | 102 | 102 |
| 021 Virement de la section de fonct. | | | | 3 | | | | |
| Sous-total recettes d'ordre | 800 | 0 | 0 | 105 | | 102 | 102 | 102 |
| 001 Reports antérieurs | | | | | 0 | 0 | | |
| (E) Total | 800 | 102 | 102 | 105 | 0 | 102 | 105 | 105 |
| Dépenses d'investissement | | | | | | | | |
| 16 Remboursement dotation initiale | | | | 3 | 0 | 3 | 3 | 3 |
| Sous-total dépenses réelles | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 3 | 3 | 3 |
| 040 Stock final | 800 | 102 | 102 | 102 | | 102 | 102 | 102 |
| Sous-total dépenses d'ordre | 800 | 102 | 102 | 102 | | 102 | 102 | 102 |
| 001 Reports antérieurs | | | | | | | 3 | 3 |
| (F) Total | 800 | 102 | 102 | 105 | 0 | 105 | 108 | 108 |
| EPARGNE NETTE | 0 | -102 | -102 | 3 | | 3 | 3 | 3 |
| Résultat d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | | -3 | -3 | -3 |
| Résultat global de clôture | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| Dette au 31/12 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| CAPACITE DE DESENDETTEMENT | 0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | 0,0 | 0,0 | 0,0 |



Le service public industriel et commercial (SPIC) des Sépultures dispose de la seule autonomie financière, retracée au sein d'un budget annexe, depuis le 1^{er} janvier 2023, afin de se mettre en conformité avec la réglementation. Cette activité, limitée à la construction, l'entretien et la reprise en vue de la vente de caveaux et cavurnes, était auparavant logée de longue date au sein du budget communal.

L'illustration graphique montre bien que le SPIC, créé en 2023, n'aurait pas pu se mettre en place sans la dotation initiale de 102 K€ procurée par le budget de la commune.

B – Objectifs de gestion

L'objectif assigné à ce budget est d'assurer la construction de caveaux d'avance afin de proposer une infrastructure préfabriquée existante aux familles en deuil n'en disposant pas.

La construction de nouveaux caveaux suivra approximativement au rythme des ventes, de manière à ne mobiliser que de la trésorerie existante du SPIC, éventuellement complétée d'avances de trésorerie infra-annuelles consenties par le budget général.

Cet objectif de gestion s'entend évidemment dans la mesure du possible, compte tenu du caractère aléatoire de la demande, des contraintes techniques, et de la préoccupation municipale que les cimetières ne soient pas en travaux pendant les fêtes de la Toussaint, période où les familles viennent traditionnellement se recueillir et fleurir leurs défunts.

Les infrastructures funéraires sont assimilées, par les textes, à des marchandises, dont le stock est géré annuellement selon le principe de l'inventaire intermittent. Les tarifs pratiqués doivent assurer le remboursement annuel au budget de la commune de 1/30^{ème} du montant de sa dotation initiale, soit 3 K€.

Compte tenu de cette obligation et de l'augmentation du coût des constructions de caveaux, la municipalité a souhaité diminuer le tarif de ses concessions liées à ces infrastructures de 5% en 2024.

C – Programmation pluriannuelle des investissements

Les infrastructures funéraires étant assimilées à des marchandises et non des investissements, cette section est sans objet.

D – Emprunts

L'emprunt ne pouvant être souscrit que pour le financement des investissements, cette section est sans objet.

E – Projet de Budget Primitif 2024

| BP 2024 Budget SEPULTURES (K€ HT) | | | |
|---|------------|---|-------------|
| Dépenses de fonctionnement | 147 | Recettes de fonctionnement | 147 |
| 011 Charges à caractère général | 40 | 70 Ventes | 45 |
| 012 Charges de personnel | 1 | | |
| 69 Impôt sur les bénéfiques | 1 | | |
| 023 Virement à la section d'invest. | 3 | 002 Excédent de fonct. reporté | 0 |
| 042 Stock initial | 102 | 042 Stock final | 102 |
| Dépenses d'investissement | 105 | Recettes d'investissement | 105 |
| 001 Déficit d'inv. Reporté | 0 | 1068 Réserves | 0 |
| 16 Remboursement dotation initiale | 3 | 021 Virement de la section de fonct. | 3 |
| 040 Stock final | 102 | 040 Stock initial | 102 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 42 | Recettes réelles de fonctionnement | 45 |
| Epargne brute | 3 | Epargne nette | 3 |
| Dette au 31/12 | 0 | Capacité de désendettement | 0,00 |

IX – Approche consolidée

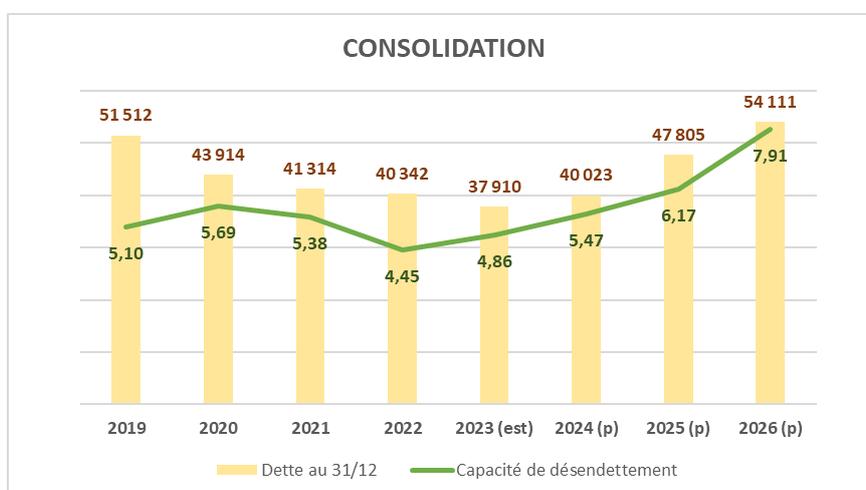
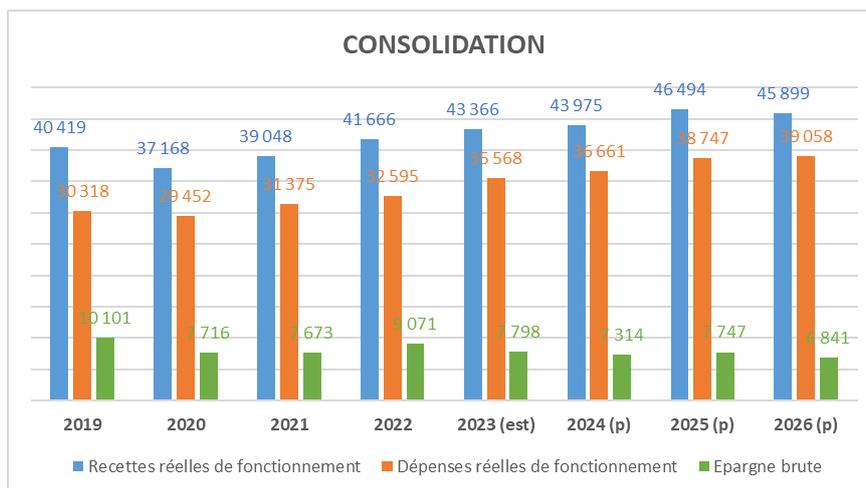
Il convient de noter que le CCAS et l'EPIC de Tourisme ne font pas partie de la consolidation, ni les structures intercommunales auxquelles la commune adhère, car ils constituent des entités juridiques à part entière.

D'un point de vue analytique, l'approche consolidée apporte peu d'informations pertinentes, du fait de l'addition de chiffres ne répondant ni aux mêmes logiques ni aux mêmes principes, et s'adressant également à des publics ou usagers parfois très différents, notamment dans les communes touristiques.

Par ailleurs, les principaux ratios financiers de comparaisons (« ratios obligatoires ») ne valent traditionnellement que pour les budgets principaux et pas pour les budgets annexes. Certains existent de manière globalisée au niveau du « bloc communal » (ensemble des communes et de leurs EPCI), du fait de l'organisation désormais complexe du partage des compétences sur les territoires, mais n'apportent pas d'information pour une seule commune, prise isolément de son EPCI de rattachement et des autres communes du territoire.

En outre, certains budgets ont fait l'objet de modifications de règles de comptabilisations (garanties d'usages pour les Ports en 2021, recettes de billetterie du théâtre en 2019 et 2022).

Néanmoins, ces précisions méthodologiques rappelées, les chiffres totaux résultant de tout ce qui précède, hors retraitement des mouvements entre budgets, et en prenant pour périmètre de consolidation : VILLE + PARCS + PORTS + THEATRE + SEPULTURES, ainsi que leur mise en perspective pluriannuelle sont les suivants.



Le projet de BP 2024 permet ainsi de disposer d’une capacité de désendettement consolidée d’environ 5,5 ans, très en-deçà du seuil réglementaire et d’alerte de 12 ans, et du seuil interne de 8 ans, **les comptes consolidés sont tout à fait satisfaisants et rassurants.**